

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	23.04.2024
Thème	Sans restriction
Mot-clés	Sans restriction
Acteurs	Uri, Waadt
Type de processus	Élections
Date	01.01.1990 - 01.01.2020

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Beer, Urs
Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Clivaz, Romain
Denz, Andrea
Heer, Elia
Hohl, Sabine
Müller, Eva
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan

Citations préféré

Beer, Urs; Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Denz, Andrea; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Élections, Uri, Waadt, 1990 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 23.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Eléments du système politique	1
Elections	1
Elections des parlements cantonaux	3
Elections des gouvernements cantonaux	11
Elections cantonales complémentaires	19
Elections communales	21
Elections fédérales	22
Elections complémentaires pour le Conseil des Etats	32

Abréviations

AUNS Aktion für eine unabhängige und neutrale Schweiz
SGB Schweizerischer Gewerkschaftsbund
SRF Schweizer Radio und Fernsehen

ASIN Action pour une Suisse Indépendante et Neutre
USS Union syndicale suisse
RTS Radio Télévision Suisse

Chronique générale

Éléments du système politique

Elections

Elections

ÉLECTIONS
DATE: 01.01.2016
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25^e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.¹

ÉLECTIONS
DATE: 01.01.2017
DIANE PORCELLANA

Les cantons du Valais, de Neuchâtel, de Vaud et de Soleure ont renouvelé leurs autorités durant l'année 2017. Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Vaud n'ont pas connu de changement en terme de composition partisane. Alors que l'UDC a perdu un siège à l'exécutif valaisan et le PLR a l'exécutif soleurois, les deux partis les ont conservés lors des élections complémentaires organisées à Schaffhouse et en Appenzell Rhodes-Extérieures. Lors de la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le siège PDC a pu être maintenu. Les villes de St-Gall et de Winterthour ont également appelé leurs citoyennes et citoyens en cours de législature. Une deuxième

femme a rejoint l'exécutif de la ville de St-Gall, l'exécutif a pris un virage à gauche et le PDC n'y est plus représenté pour la première fois depuis cent ans. Dans la seconde ville, les Verts ont assuré leur unique siège.

Quant aux législatifs, le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Vaud (+11 sièges) et de Neuchâtel (+8). Il devient le parti le plus fort (49 sièges) au Grand conseil vaudois, détrônant ainsi le PS (37 sièges). Toutefois, la droite ne parvient pas à former une majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu des sièges en Valais (-6 fauteuils), dans les cantons de Soleure (-4) et de Vaud (-4). Les Vert'libéraux suivent la voie, avec la perte d'un siège à Soleure et à Neuchâtel. Dans les cantons romands, les Verts assoient leur présence. Alors que le PS s'est affaibli dans le canton de Vaud, il s'est renforcé à Soleure. L'UDC enregistre une grande défaite à Neuchâtel, avec la perte de 11 sièges.

La part des femmes dans les législatifs cantonaux et communaux a légèrement augmenté par rapport aux élections précédentes, avec 27.2% au niveau cantonal et 39.6% à l'échelon communal. C'est le canton de Neuchâtel, qui a vu croître largement sa part de femmes au législatif cantonal avec 13 femmes supplémentaires en 2017. Deux nouvelles femmes siègent à présent dans les exécutifs de Vaud et de Soleure. Le présence d'une femme a pu être assurée lors de l'élection complémentaire du gouvernement schaffhousois. Sur l'ensemble des cantons, le PS possède le plus de représentantes dans les exécutifs, avec 13 femmes.

Durant l'année, la population neuchâteloise a accepté le projet de circonscription unique pour l'élection du Grand conseil en 2021. Des fraudes électorales auraient eu lieu en Valais, une enquête pénale a été ouverte afin de confirmer les soupçons. La société civile s'est particulièrement impliquée lors de l'élection du gouvernement valaisan, notamment avec le mouvement «Coupons-lui la voie» à l'encontre du ministre sortant Oskar Freysinger (udc).²

ÉLECTIONS
DATE: 01.01.2019
ELIA HEER

Im Jahr **2019 wählten sechs Kantone ihre Parlamente neu** (AI, AR, BL, LU, TI, ZH). Insbesondere in den drei Deutschschweizer Kantonen Basel-Landschaft, Luzern und Zürich erzielten die Grünen deutliche Gewinne. Alleine in diesen drei Kantonen konnte die Partei ihre Sitzzahl von 28 auf 51 Sitze steigern. Auch die Grünliberalen profitierten von der vielzitierten «grünen Welle» und gewannen Mandate dazu (von 22 auf 34 Sitze in diesen drei Kantonen). Grösste Verliererin war die SVP, welche in allen Kantonen – abgesehen vom Tessin – zwischen 4 und 6 Prozentpunkten an Wähleranteilen einbüsste. In fünf von sechs Kantonen stieg der Frauenanteil im Parlament gegenüber den letzten Wahlen. Einzig im Kanton Appenzell Innerrhoden sank der Anteil von 30.0 auf 24.0 Prozent. Um je rund 10 Prozentpunkte und damit am deutlichsten stieg der Frauenanteil in den Kantonen Appenzell Ausserrhoden (von 23.1% auf 33.8%) und Tessin (von 24.4% auf 34.4%).

Die Wahlbeteiligung blieb in allen Kantonen im Vergleich zu den Vorwahlen auf tiefem Niveau relativ konstant (zwischen 33.5% und 41.5%). Einen Sonderfall in dieser Hinsicht stellte der Kanton Tessin dar, wo 59.3 Prozent der Stimmberechtigten an die Urne gingen.

Dieselben sechs Kantone wählten 2019 auch ihre **Kantonsregierungen** neu. In den Kantonen Appenzell Ausserrhoden und Luzern blieb beinahe alles beim Alten, denn alle Bisherigen wurden wiedergewählt und alle Zurückgetretenen wurden von Personen aus derselben Partei ersetzt. Im Tessin blieb die Parteizusammensetzung der Regierung zwar ebenfalls konstant, doch der bisherige CVP-Regierungsrat Paolo Beltraminelli (TI, cvp) verpasste die Wiederwahl und wurde von seinem Parteikollegen Raffaele De Rosa (TI, cvp) überflügelt. Im Kanton Appenzell Innerrhoden verlor die CVP einen Sitz an einen weiteren "Unabhängigen" (sprich: Parteilosen), von denen somit vier in der Innerrhoder Kantonsregierung sass. Gleich zwei Regierungsmandate verlor die FDP – im Kanton Zürich an die Grünen und im Kanton Basel-Landschaft an die SP. In drei weiteren Kantonen (BS, AG, VD) kam es zudem zu Ersatzwahlen für einen freigewordenen Regierungssitz. In allen drei Fällen vermochten die jeweiligen Parteien ihre Sitze zu verteidigen. Die Anzahl Frauen in den Kantonsregierungen blieb 2019 beinahe unverändert. In den Kantonen Waadt und Zürich übernahm je eine Frau einen Sitz von einem Mann, während im Kanton Aargau der Regierungsrat nach der Ersatzwahl wieder rein männlich wurde. Insgesamt hatten Ende 2019 fünf Kantone eine rein männliche Regierung (AR, LU, TI, GR, AG) und elf weitere hatten lediglich ein weibliches Regierungsmitglied. Von den total 154 kantonalen Regierungsratsmitgliedern in der Schweiz waren Ende 2019 38 weiblich.³

Elections des parlements cantonaux

ÉLECTIONS

DATE: 01.01.1990

MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **Gesamterneuerungswahlen in sieben Kantonalparlamente** (BE, GL, JU, NW, OW, VD, ZG) bestätigten gewisse Tendenzen, welche sich in den vorherigen Kantonalwahlen angekündigt hatten. Die FDP erlitt weitere Verluste und büsste insgesamt elf Sitze ein. Auch die CVP musste Federn lassen und verlor weitere neun Mandate. Im Gegensatz dazu konnten die Sozialdemokraten einen kräftigen Mandatszuwachs verzeichnen, nachdem sich schon im Vorjahr gesamthaft eine aufsteigende Tendenz, insbesondere in der Westschweiz, abgezeichnet hatte.

Die Auto-Partei (AP) wurde in ihrer rasanten Fahrt auf Erfolgskurs gebremst: Einzig in Bern konnte sie mit einem Mandat Einzug in ein Kantonalparlament halten. Auf kommunaler Ebene konnte sie immerhin in Winterthur drei Sitze erobern, in Zürich hingegen ging sie leer aus. Die Grüne Partei sowie grün-alternative Bewegungen konnten weiterhin Sitze zulegen, so in der Waadt, in Nidwalden und in den Städten Winterthur und Zürich. Die rechtsnationalistische Nationale Aktion (NA), welche sich in Schweizer Demokraten (SD) umbenannt hat, erlitt grosse Verluste und ist nach dem Ausscheiden in der Waadt nur noch in fünf Kantonen im Parlament vertreten. Der Anteil der Frauen in den kantonalen und kommunalen Parlamenten stieg weiter an; von den 735 im Berichtsjahr in sieben Kantonen (ohne AR) gewählten Parlamentsmitgliedern waren 105 weiblich (14,4%). Genf liegt weiterhin mit 32% an der Spitze, den Schluss bildet Schwyz mit 4%; in den Stadtparlamenten hat inzwischen die Zürcher Frauenvertretung mit einem Anteil von 32% diejenige von Lausanne (29%) überholt.

ÉLECTIONS

DATE: 04.03.1990

MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Erneuerungswahlen des Grossen Rates im Kanton Waadt haben keine Überraschungen gezeitigt. Hauptsächlich ging es um die Frage, **wer die sechs Sitze der Nationalen Aktion, welche nicht mehr kandidierte, erben würde**. Am meisten konnten die Grünen mit fünf Sitzgewinnen profitieren, womit sie auf 12 Mandate kamen. Der SP gelang zwar eine Verbesserung des Wähleranteils, aber kein Mandatsgewinn; hingegen konnte die PdA trotz weiterem Wählerschwund einen Sitz hinzugewinnen. Die "Alternative socialiste verte" präsentierte im Gegensatz zu den Lausanner Stadtwahlen im Jahre 1989 keine eigene Liste und verlor ihren einzigen Sitz. Im bürgerlichen Lager ergaben sich bloss geringe Sitzverschiebungen: Einerseits gewannen die FDP ein und die SVP zwei Mandate, andererseits verloren die Liberale Partei drei und die CVP einen Sitz. Die schwache Stimmbeteiligung von 29,8% widerspiegelte das allgemeine Desinteresse. Der Frauenanteil erhöhte sich auf 15,5%.⁴

ÉLECTIONS

DATE: 05.04.1992

MATTHIAS RINDERKNECHT

Das bedeutendste Ereignis bei den Urner Parlamentswahlen war der Einzug des Kritischen Forums Uri (KFU) in den Landrat, begünstigt durch die **Einführung des Proporzwahlrechts in sieben Gemeinden**, wobei aber in Silenen stille Wahlen stattfanden (theoretisch können 47 der 64 Sitze im Proporzverfahren bestimmt werden). In vier Gemeinden fanden die Wahlen in offenen Gemeindeversammlungen statt (insgesamt fünf Sitze), während in neun Einerwahlkreisen die Wahlen im Majorzverfahren an der Urne durchgeführt wurden. Mit dem Wahlbündnis "Neue Liste", bestehend aus SP, KFU, "Junges Uri" und Unabhängigen, gelang es den progressiven Kräften, insgesamt fünf Sitze zuzulegen; die SP gewann ein Mandat hinzu (neu 7), das KFU ist neu mit drei Sitzen vertreten und die Unabhängigen mit einem. Die fünf Sitzgewinne gingen hauptsächlich zulasten der CVP, welche vier Mandate einbüsste, jedoch mit 36 Sitzen immer noch über die absolute Mehrheit verfügt. Die Liberalen (FDP) verloren nur ein Mandat und blieben mit siebzehn Sitzen zweitstärkste Partei. Der Frauenanteil erhöhte sich um einen Sitz auf sieben (am Ende der letzten Legislaturperiode waren es allerdings auch schon sieben gewesen).

Die Einführung des Proporzgesetzes ging auf eine Initiative des KFU zurück, welche 1988 eingereicht und 1989 angenommen worden war.⁵

ÉLECTIONS

DATE: 30.12.1992

MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Gesamterneuerungswahlen für sechs Kantonalparlamente (BS, SG, SH, SZ, TG und UR) zeigte sich eine Fortsetzung der Tendenz des Vorjahres. Die **Parteien der Mitte konnten ihre Erosion nicht stoppen**, wobei wiederum die CVP mit 20 Sitzverlusten am stärksten betroffen war; allerdings ist ein Teil dieser Einbusse auf die Einführung des Proporzwahlrechtes in gewissen Urner Gemeinden zurückzuführen. Die FDP stoppte hingegen ihre leicht absteigende Tendenz und gewann drei Mandate hinzu. Bei der SP hielt der Aufwärtstrend mit sieben Sitzgewinnen an, wobei starke Unterschiede in den

einzelnen Kantonen, auch in bezug auf die Wähleranteile, zu verzeichnen waren. Die Grünen wiederum mussten leichte Verluste hinnehmen, wobei die noch nicht in die GP integrierte POCH Basel über die Hälfte ihrer Sitze und ihres Wähleranteils verlor, ohne dass diese Verluste seitens der GP wieder aufgefangen worden wären. Die Auto-Partei verzeichnete im Berichtsjahr einerseits einen spektakulären Erfolg mit zwölf Sitzgewinnen im Kanton St. Gallen und zog erstmals in Basel ins Parlament ein, stagnierte jedoch andererseits in den übrigen Kantonen. Bezüglich der Wahlbeteiligung war keine einheitliche Tendenz auszumachen; Veränderungen bis zu 4% im Vergleich zu den letzten Wahlen kamen sowohl nach unten als auch nach oben vor. Einzig im Kanton Schaffhausen ist die langfristige Tendenz stetig absteigend. In sämtlichen kantonalen Parlamenten konnten die Frauen ihren Anteil verbessern. Von 684 in sechs Kantonen gewählten Parlamentsmitgliedern waren 117 (17,1%) Frauen. Spektakulär war die Zunahme des Frauenanteils im Parlament der Stadt Bern, in welchem die Frauen neu 42,5% der Sitze und damit gesamtschweizerisch den höchsten Anteil erreichten.

ÉLECTIONS
DATE: 01.01.1994
EVA MÜLLER

Bei den Gesamterneuerungswahlen für acht Kantonalparlamente (BE, GL, GR, JU, NW, OW, VD, ZG) kam es nur zu **leichten Sitzverschiebungen**. Die **FDP** und die **SVP** konnten mit fünf, respektive drei **Sitzgewinnen** ihren Aufwärtstrend insgesamt leicht fortsetzen, wobei dieser in den verschiedenen Kantonen nicht einheitlich verlief. In Zug, wo die SVP zum ersten Mal antrat, erreichte sie auf Anhieb Fraktionsstärke. Die **CVP konnte ihre Erosion bremsen** und büsste gesamtschweizerisch – vor allem dank fünf Sitzgewinnen in Ob- und Nidwalden – nur einen Sitz ein, wobei sie in Zug mit drei Sitzen die meisten Mandate verlor. Die SP konnte im Kanton Waadt drei Sitze dazugewinnen, büsste aber insgesamt vier Sitze ein. Gleich sechs Mandatsverluste und somit den grössten Aderlass musste die Grüne Partei hinnehmen, wobei die Verluste im Kanton Bern mit vier Sitzeinbussen am empfindlichsten waren. Dafür konnte im Kanton Bern die Auto-Partei (neu Freiheits-Partei) fünf Sitze dazugewinnen.

Sehr ausgeprägt bestätigte sich auch dieses Jahr der **Zuwachs des Frauenanteils** in den Kantonalparlamenten. Während in Bern 16 Frauen neu ins Parlament einzogen, waren es im Kanton Waadt und im Graubünden je 10, was im Graubünden einer Verdoppelung des Frauenanteils gleichkommt. (Der Vergleich basiert auf den kantonalen Wahlen 1990. Später ins Parlament nachrutschende bzw. zurücktretende Frauen wurden nicht berücksichtigt.) Obwalden und Nidwalden konnten ihren Frauenanteil ebenfalls fast verdoppeln. Lediglich im Kanton Jura blieb der Frauenanteil konstant. Insgesamt waren **in den acht Kantonen von 855 gewählten Parlamentsmitgliedern 169 Frauen (19,8%)**, wobei die SP mit 50 einmal mehr am meisten Frauen in die kantonalen Legislativen schickte. Gesamtschweizerisch lag der Frauenanteil in den kantonalen Parlamenten Ende 1994 bei 21% (1993: 19,1%), wobei sich Genf mit 36% weiterhin an der Spitze befindet. Glarus bildet mit 7,5% das Schlusslicht.

Deutlich manifestierte sich auch im Berichtsjahr eine **sinkende Wahlbeteiligung**, ein Trend, von dem lediglich der Kanton Waadt leicht abwich. Im Kanton Baselland, wo es sechs zusätzliche Mandate im Landrat zu verteilen gab, fanden Ergänzungswahlen statt.

ÉLECTIONS
DATE: 06.03.1994
EVA MÜLLER

Im 200köpfigen Grossen Rat des Kantons Waadt behielten die **Bürgerlichen** trotz **leichten Sitzverlusten** eine solide Mehrheit von 128 Sitzen. Die mächtigste Waadtländer Partei, die FDP, verlor drei Sitze, die Liberalen einen Sitz. Der CVP gelang es nicht, ihren Wählerschwund einzudämmen: Ihre Delegation reduzierte sich um die Hälfte auf zwei Sitze. Die SVP konnte als einzige bürgerliche Partei Mandate zulegen (+2). Gewinne machten vor allem die **SP** und die **PdA** mit je drei zusätzlichen Sitzen. Die Kommunisten, die vor acht Jahren noch von einer Elimination bedroht waren, konnten ihre Delegation somit fast verdoppeln. Hingegen mussten die Grünen zwei Sitze abgeben. Insgesamt hat die links-grüne Minderheit vier Grossräte dazugewonnen. Wiederum konnten auch die Frauen zulegen; sie verbesserten den Frauenanteil um zehn auf neu 41 Grossrätinnen. ⁶

ÉLECTIONS
DATE: 01.03.1998
URS BEER

Erstmals waren am 1. März nur noch 180 statt 200 Mitglieder in den Waadtländer Grossen Rat zu wählen. Das bisherige **Wahlsystem mit 30 teilweise sehr kleinen Wahlkreisen**, das insbesondere der in ländlichen Gebieten stark verankerten freisinnigen Partei Vorteile verschafft hatte, wurde **auf 21 Wahlkreise**, davon 3 in der Stadt Lausanne, **reduziert**. Dass das neue Wahlsystem mit weniger, dafür grösseren Wahlkreisen den kleineren Parteien nützen würde, war von Anfang an klar. Die Rekordzahl von 855 Kandidatinnen und Kandidaten, wovon je etwa die Hälfte der Linken

und der Rechten zuzuordnen war, bewarben sich im krisengeschüttelten Kanton Waadt für die 180 Parlamentssitze. Wie erwartet **profitierte die Linke** am meisten **von der neuen Wahlgeometrie** vor allem **auf Kosten der Freisinnigen**. Der bürgerliche Block stellt aber immer noch eine satte Mehrheit von 106 (-22) gegenüber 74 linken Sitzen (+2). **Gewinnerinnen** der Wahlen waren die **kleinen linken Parteien**, die vor allem in ländlichen Gegenden, wo sie teilweise zum ersten Mal Listen präsentierten, zulegen konnten. Die Grünen vermochten sich von zehn auf 16 Sitze zu steigern, die PdA gewann fünf weitere Sitze hinzu und ist neu mit 12 Abgeordneten im Grossen Rat vertreten. Die Verliererin auf linker Seite war die SP, die mit neun Sitzverlusten schlechter abschnitt als erwartet, sie blieb aber mit 46 Abgeordneten die zweitgrösste Fraktion. Auf bürgerlicher Seite büsste die FDP 14 Sitze ein, mit 54 Mitgliedern bildet sie allerdings immer noch die grösste Fraktion. Die Liberalen hielten noch 35 Sitze (-6), die SVP 14 (-3). Als einzige bürgerliche Partei konnte die **CVP** einen **Sitzgewinn** erzielen und ihre Abordnung auf drei ausdehnen. Dass das alte Wahlsystem insbesondere die FDP bevorzugt hatte, belegen die folgenden Zahlen: während die FDP gegenüber den Wahlen von 1994 2,3% an Wählerstimmen einbüssten, verloren sie 4% der Sitzanteile. Das umgekehrte traf für die Grünen zu: bei einem Stimmenanteil-Gewinn von +1% konnten sie bei der Sitzverteilung um 3,9% zulegen. Bei den übrigen Parteien sehen die entsprechenden Werte folgendermassen aus: SP (-4,1% Stimmanteile gegenüber -1,9% Sitzanteile), PdA (+2,3% gegenüber +3,2%), LPS (-1,9% gegenüber -1,1%), SVP (-0,1% gegenüber -0,7%), CVP (+0,6% gegenüber +0,7%). Der Vormarsch der Linken brachte **mehr Frauen** und **mehr Junge** ins Parlament, während Frauen in der FDP-Fraktion mit zu den grössten Verliererinnen gehörten. Insgesamt erhöhte sich die Anzahl Grossrätinnen von 41 auf 44 Sitze, womit sich der **Frauenanteil** im Grossen Rat von 20,5% auf **24,4%** verbesserte.⁷

ÉLECTIONS

DATE: 12.03.2000
DANIEL BRÄNDLI

Bei einem massiven Verlust von acht Sitzen konnte sich die **CVP** als stärkste Fraktion behaupten, **verlor aber die absolute Mehrheit**. Die FDP brachte es mit einem zweifachen Sitzgewinn auf 21 Mandate, die SP stiess einen Zähler auf neun Sitze vor und die SVP schaffte mit vier Mandaten den Einzug in den Urner Landrat. Ebenfalls neu vertreten sind die Grünen, die mit einer Kandidatin auf der SP-Liste Altdorf erfolgreich waren. Zwei der insgesamt 64 Sitze mussten in einem zweiten Wahlgang im Mai bestimmt werden. Es wurden insgesamt 15 Frauen in den Rat gewählt, was einem Anteil von 23,4% entspricht.⁸

ÉLECTIONS

DATE: 03.03.2002
MAGDALENA BERNATH

Die **SVP** (22), die acht Mandate zulegen konnte, und die **Grünen** (21) mit fünf zusätzlichen Sitzen gingen als **Siegerinnen** aus den Wahlen für den 180-köpfigen Grossen Rat hervor. Die Liberalen (31) hingegen mussten vier Sitze abtreten, die CVP (2) einen. Grosse Verliererin war aber die FDP (44), die zehn Mandate einbüsste; noch nie seit der freisinnigen Machtübernahme 1845 delegierte der "grand vieux parti" so wenige Abgeordnete. Die stärkste Fraktion stellt neu die SP mit 46 Sitzen. Die PdA verfügt über 12 Abgeordnete; zwei Mandate gingen an Unabhängige und die Liste "Pourquoi pas". Von der erstmaligen Allianz zwischen SP, Grünen und PdA in allen Wahlkreisen profitierten nur die Grünen. Der Anteil der Frauen ging leicht auf 23,9% zurück.⁹

ÉLECTIONS

DATE: 21.03.2004
MAGDALENA BERNATH

Während jene Gemeinden, denen drei und mehr Sitze zustehen, ihre Vertreter im Proporzverfahren bestimmen, wählen kleinere Gemeinden ihre Delegierten in den 64-köpfigen Landrat im Majorverfahren. **Gewinnerin der Wahlen war die SVP**; sie konnte ihre Mandate von vier auf 9 mehr als verdoppeln. Verluste mussten hingegen die Freisinnigen hinnehmen, die nur noch über 15 Sitze verfügen (-6). Die CVP stellt wie bisher mit 29 Parlamentsmitgliedern die stärkste Fraktion. Auch die vereinigte Urner Linke (SP und Grüne) konnte ihre 10 Sitze verteidigen: Die SP büsste zwar einen ihrer neun Sitze ein, dafür konnten die Grünen ein Mandat hinzugewinnen. Realp wählte eine der FDP nahe stehende, parteilose Vertreterin in den Landrat. Der Frauenanteil im Kantonsparlament stagnierte bei 23,4% (15 Frauen).¹⁰

Der Kanton Waadt verkleinerte auf die Wahlen 2007 hin das Parlament von 180 auf 150 Sitze und vergrösserte die Wahlkreise (10 statt 19). Es wurde erwartet, dass die FDP deshalb in Schwierigkeiten kommen und die Linke die Mehrheit im Parlament erringen könnte. Man ging auch davon aus, dass die kleinen Parteien von den grösseren Wahlkreisen wegen der leichteren Erreichbarkeit des Quorums profitieren würden. Diskutiert wurde zudem die Frage, ob die Frauen zu Opfern der Sitzreduktion werden würden. Die Konkurrenz um die Sitze war mit 926 Kandidierenden sehr gross. Bei der Wahl kam es zu einer **starken Erneuerung** des Grossen Rates: 56 Bisherige wurden abgewählt, mehr als ein Drittel der Gewählten waren Neulinge. Dadurch sank auch das Durchschnittsalter im Parlament. Erklärt wurden die Schwierigkeiten der Bisherigen unter anderem damit, dass sie sich durch die veränderten Wahlkreise teilweise anderen Wählern präsentieren mussten. Die **Mehrheitsverhältnisse** im Rat wurden zwar nicht zugunsten der Linken umgekehrt, aber doch **etwas knapper**: Die SP blieb mit neu 39 Sitzen stabil und erreichte einen Wähleranteil von 22,7%, die Grünen (16,0%, 24 Sitze) konnten 3 Sitze gewinnen. Grosse Siegerin war allerdings die SVP (26 Sitze), die trotz der Sitzreduktion im Parlament gleich 4 Sitze hinzugewann und 15,6% Wähleranteil erreichte. Einen herben Verlust erlitt dagegen die FDP (29 Sitze), die 15 Sitze einbüsste. Auch die Liberale Partei (22 Sitze) verlor 9 Mandate. Eine Niederlage setzte es ebenfalls für die linke Vereinigung „A gauche toute“ ab, während CVP, EVP und EDU mit einer gemeinsamen Liste ihren Wähleranteil verdoppeln konnten und zusammen 4 Sitze erreichten. Die Befürchtung, dass der Frauenanteil durch die Verkleinerung des Parlamentes sinken könnte, bewahrheitete sich nicht: Die Frauen konnten im Gegenteil ihren Anteil im Parlament sogar von 23,9 auf 28% steigern.¹¹

Im Jahr nach den eidgenössischen Wahlen standen **in acht Kantonen Gesamterneuerungswahlen** an: in Aargau, Basel-Stadt, Schaffhausen, Schwyz, St. Gallen, Thurgau, Uri und Waadt. Im Zentrum des Interesses stand unter anderem die Frage, ob sich die Resultate der nationalen Wahlen – Gewinne für die neue Mitte aus BDP und GLP, Verluste von FDP, CVP und GP, Stagnation der SVP und Erholung der SP – auch auf kantonaler Ebene zeigten. Nimmt man alle acht Wahlen zusammen, so lässt sich der nationale Trend zumindest teilweise wiederfinden: **die neue Mitte legte in der Tat deutlich zu**. Die GLP gewann insgesamt 18 zusätzliche Mandate, davon sieben alleine im Kanton Waadt. Auch die BDP konnte zulegen und total neun zusätzliche Sitze gewinnen. Allerdings schaffte sie es nur in zwei Kantonen (SG und TG), in denen sie neu angetreten war, auch zu Mandaten. In den Kantonen Basel-Stadt, Schwyz und Waadt ging sie hingegen leer aus. Den nationalen Trend widerspiegeln auch die Verluste der CVP und der GP. In den acht Kantonen verlor die CVP per Saldo sieben Sitze, vier davon im Kanton St. Gallen. Im Kanton Uri konnte sie ihre Vormachtstellung allerdings mit lediglich einem Sitzverlust halten. Die Grünen mussten wohl auch aufgrund der Erfolge der GLP Federn lassen. Per Saldo verlor die Partei zehn Sitze. Trösten konnte sie sich einzig mit dem Gewinn jeweils eines Sitzes in den Kantonen St. Gallen und Schwyz. Nicht ganz in das Bild der nationalen Wahlen vom Vorjahr passen die hohen Gewinne der SP, die Trendumkehr bei der FDP und die teilweise sehr hohen Verluste der SVP. Die Sozialdemokraten legten per Saldo um elf Sitze zu. In keinem Kanton kam es für die SP zu Sitzverlusten. Einzig in den Kantonen Aargau und Schaffhausen konnten die Genossen nicht zulegen. Die FDP konnte sich 2012 per Saldo über einen Sitzgewinn freuen. Ein verlustreiches Jahr hatte die SVP zu verzeichnen. Nicht weniger als 22 Mandate musste sie in den Kantonen im Berichtsjahr per Saldo abgeben. Im Kanton Thurgau gab es einen Verlust von zehn Sitzen und in den Kantonen Schwyz und St. Gallen musste die erfolgsverwöhnte Partei jeweils sechs Mandate abgeben. Freilich bleibt die Volkspartei in fünf der acht Kantone (AG, SH, SZ, SG, TG) mit teilweise grossem Abstand stärkste Partei. Ihre Verluste kommen also durchaus auch einer gewissen Normalisierung gleich. Ihre einzigen verbleibenden kantonalen Sitze verloren die Schweizer Demokraten im Kanton Aargau. Die SD, die Ende der 1980er Jahre über 50 Sitze in den kantonalen Parlamenten belegten, waren zum Schluss des Berichtsjahres in keiner einzigen kantonalen Legislative mehr vertreten.

Freilich verdecken die per Saldo-Gesamtergebnisse die Tatsache, dass kantonale Wahlen in ihrem jeweiligen Kontext grosse Unterschiede hinsichtlich der Entwicklungen in den Parteienlandschaften zeitigen können, die im Berichtsjahr nicht zuletzt auch dem Umstand geschuldet sind, dass in drei der acht Kantone (AG, BS, TG) die Wahlen nach Reformen der Wahlregime durchgeführt wurden (vgl. auch die entsprechende Debatte im Kanton Schwyz). Dies führte etwa im Kanton Aargau zu einer eigentlichen Flurbereinigung: waren vor den Wahlen elf Parteien im Grossen Rat, hatten nach den Wahlen nur noch neun Parteien Mandate. Interessant ist auch das kantonsspezifische Abschneiden der FDP, die in vier Kantonen neun Sitze gewann (AG, BS, SZ, UR), wobei

das gute Abschneiden auch dem frischen Wind durch den neuen Parteipräsidenten Philipp Müller zugeschrieben wurde. Die grössten Sitzverluste der Freisinnigen fanden just in jenen Kantonen statt (SH, VD), in denen die SVP zulegen konnte, wobei im Kanton Waadt mit der nach den Wahlen stattfindenden Fusion zwischen FDP und LP ebenfalls eine spezielle Ausgangslage herrschte. Die hohen Verluste der Volkspartei konzentrierten sich auf jene drei Kantone, in denen sie in den letzten Jahren sehr stark zugelegt hatte (TG, SG, SZ). Ähnlich wie bei den nationalen Wahlen gingen die verlorenen Sitze der SVP allerdings nur zu einem Teil an die BDP, welche ihrerseits eher der CVP das Leben schwer zu machen schien. Die GLP hingegen machte vor allem den Grünen die Wählerschaft abspenstig. Überall dort wo die GLP zulegen konnte, verlor die GP (AG, TG, VD), wo die GLP hingegen stagnierte oder nicht antrat (BS, SH, SZ, UR), musste die GP keine (BS) oder nur leichte Verluste (SH, UR) annehmen bzw. konnte sogar zulegen (SZ); einzige Ausnahme bildete der Kanton St. Gallen, wo sowohl die GP als auch die GLP Sitze gewannen. Die kleinen Parteien schnitten unterschiedlich ab. Die EVP konnte ausser im Kanton Basel-Stadt, wo sie aufgrund der neuen Quoren gleich drei ihrer vier Sitze abgeben musste, ihre Mandate halten (AG, SH, SG). Die EDU konnte im Kanton Thurgau von den hohen Verlusten der SVP profitieren und um drei Sitze zulegen und ihre Mandate im Kanton Aargau halten. Kein Erfolg war der EDU in den Kantonen St. Gallen und Basel-Stadt beschieden. In Schaffhausen resultierte ein Sitzgewinn während im Kanton Waadt der einzige Sitz verlustig ging. Eine Erstarkung von links- und rechtsextremen Gruppierungen konnte in den Kantonen Schaffhausen und Basel-Stadt beobachtet werden. In Schaffhausen scheint sich die Alternative Liste zu einer ernst zu nehmenden Kraft zu entwickeln, gewann sie doch zwei Sitze und verfügte neu über Fraktionsstärke. Im Kanton Basel-Stadt sorgte mit Eric Weber ein alter Bekannter der rechtsextremen Szene für eine Überraschung: mit seiner Volksaktion erzielte er auf Anhieb zwei Sitze im Grossen Rat.

Die Betrachtung aller 26 kantonalen Parlamente Ende 2012 vermag die Verschiebungen im Berichtsjahr ein wenig zu relativieren. Rund 80% aller 2559 kantonalen Parlamentssitze (exklusive AI) befanden sich in der Hand der vier grossen Parteien: Angeführt von der SVP (544 Sitze, 21,3% aller kantonalen Parlamentssitze), gefolgt von der FDP (524 Sitze, 20,5%) und der CVP (469 Sitze, 18,3%) verfügten dabei die bürgerlichen Parteien gesamthaft über eine deutliche Mehrheit. Die SP (460 Sitze; 18,0%) und die GP (191 Sitze, 7,4%) waren hingegen in allen Kantonen auf Unterstützung angewiesen. Nimmt man alle Kantone zusammen, so war die BDP Ende 2012 in den kantonalen Legislativen ein wenig stärker verankert (86 Sitze, 3,4%) als die GLP (71 Sitze, 2,7%). Allerdings konzentrierte sich die Stärke der BDP vor allem auf die drei Gründerkantone (GL: 10 Sitze; BE: 25 Sitze; GR: 26 Sitze).

Zu den Verliererinnen gehörten im Berichtsjahr die Frauen. Im **Vergleich zu den Vorwahlen wurden per Saldo 6 Sitze weniger von Frauen besetzt**. In fünf Kantonen (BS, SZ, SG, TG, UR) wurden weniger Frauen gewählt als bei den Wahlen zuvor, in den Kantonen Basel-Stadt und Schwyz verloren die Frauen sogar je sechs Sitze. Nur in den Kantonen Aargau (+8 Sitze), Schaffhausen und Waadt (je +1 Sitz) nahm der Frauenanteil zu. In allen acht Kantonen waren weniger als ein Drittel der Mandate von Frauen besetzt. Dies war – werden alle 26 Kantone betrachtet – Ende 2012 lediglich in Zürich (60 von 180 Sitzen) und in Basel-Landschaft (32 von 90 Sitzen) der Fall. Insgesamt lag die Frauenquote in allen kantonalen Parlamenten zusammen bei 25,1% und war damit im Vergleich zum Vorjahr (25,3%) erneut leicht zurückgegangen.

In **sechs der acht Kantone hatte die Wahlbeteiligung im Vergleich zu den letzten Gesamterneuerungswahlen zugenommen**. Einzig in den Kantonen Waadt und Thurgau war die Partizipation rückläufig. In den Kantonen Aargau und Thurgau nahm dabei nicht einmal ein Drittel der Bürgerinnen und Bürger ihr Wahlrecht wahr. Im Schnitt beteiligten sich im Berichtsjahr 41,4% an den Parlamentswahlen, wobei die Partizipationsrate von 31,9% (AG) bis 54,0% (SH) variierte.¹²

Im **Kanton Uri** werden die Landratssitze in den zwanzig Gemeinden, die jeweils die Wahlkreise bilden, vergeben. In den zwölf kleineren Gemeinden erfolgen die Wahlen im Majorzprinzip und in den acht grösseren Gemeinden mit mehr als drei Sitzen nach dem Proporzverfahren. Um die 64 Sitze im Urner Parlament kämpften total 134 Personen, unter ihnen 33 Bisherige. Für die 50 Mandate in den acht Proporzgemeinden kandidierten 90 Männer und 31 Frauen, wovon 37 für die CVP, 32 für die SVP und je 26 für die FDP bzw. das rot-grüne Lager – die SP, die GP, die Juso und der Gewerkschaftsbund Uri traten als Wahlallianz an – Sitze erobern wollten. In der Gemeinde Silenen traten lediglich die vier Bisherigen wieder an und wurden still

gewählt. In zwei der zwölf Majorzgemeinden (Bauen und Isenthal) wurden zwei Vertreter bereits im Herbst 2011 gewählt. Während es in zwei Majorzgemeinden (Gurtellen und Andermatt mit je zwei Sitzen) zu Kampfwahlen kam, hatten verschiedene kleine Gemeinden, in denen die Bisherigen zurücktreten wollten, Mühe bei der Suche nach Kandidierenden.

Hatte die SVP bei den letzten Landratswahlen 2008 auf Kosten der CVP und der FDP noch einen Erdrutschsieg und eine Verdoppelung der Mandate von 9 auf 18 Sitze feiern können, schwang das Pendel 2012 wieder ein wenig zurück. Die Volkspartei musste einen Verlust von drei Sitzen hinnehmen (neu: 15 Sitze). Davon **profitieren konnte die FDP mit drei Sitzgewinnen**. Die Freisinnigen schlossen mit ebenfalls 15 Sitzen (inkl. 1 Parteilose, die sich der FDP-Fraktion anschloss) zur SVP auf. Während die CVP einen Sitz verlor (neu 23 Sitze), damit aber stärkste Partei blieb, konnte das rot-grüne Wahlbündnis einen Sitz gewinnen. Zusammen mit einem Parteilosen, der sich der SP/GP-Fraktion anschloss, hatte das Bündnis neu elf Sitze inne (SP: 8 Sitze; GP: 2 Sitze; Parteilos 1 Sitz). Die CVP war mit dem Resultat zufrieden und interpretierte es als Auftrag, ihre bürgerliche Politik weiter zu verfolgen. FDP-Kantonalpräsident Toni Epp machte die gute Mobilisierung der Mitte-Wähler als Grund für den Erfolg seiner Partei aus. Gusti Planzer, der Kantonalpräsident der SVP zeigte sich hingegen enttäuscht. Man habe 20 Sitze angestrebt, aber die anderen Parteien hätten die SVP diesmal ernst genommen und sich mehr ins Zeug gelegt als noch vor vier Jahren. Die SP schliesslich zeigte sich erfreut über den Sitzgewinn, der laut Wahlkampfleiter Toni Moser nach dem Rücktritt einiger profilierter Landräte nicht zu erwarten gewesen sei. Die Stimmbeteiligung betrug 49,2% und war damit fast zehn Prozentpunkte höher als noch vor vier Jahren. Der Frauenanteil sank wie bereits vor vier Jahren erneut leicht von 20,3% auf 18,8%: Zwölf der 64 Sitze sind in Frauenhand.¹³

ÉLECTIONS
DATE: 11.03.2012
MARC BÜHLMANN

Zum zweiten Mal nach 2007 wurden die Wahlen für den **Grand Conseil** im Kanton Waadt nach dem revidierten System durchgeführt. Mit der neuen Kantonsverfassung waren die Sitzzahl (150) und die Anzahl Bezirke (10) verkleinert worden. Das neue System erlaubte, dass der Wohnort eines Bewerbers nicht im Bezirk liegen mussten, für welchen er kandidierte. Diese „parachutage“ genannte und durchaus auch wahltaktisches Potential bergende Regel machten sich 33 Kandidierende zu Nutze, darunter auch Nationalrat Jacques Neiryck (cvp) und Claude Béglé (cvp). Insgesamt stritten sich 979 Personen um die 150 Mandate, wovon rund ein Fünftel (32 Sitze) nicht von Bisherigen verteidigt wurde. Die Zahl der Kandidierenden und der Listen variierte dabei entsprechend der unterschiedlichen Sitzzahl zwischen den Wahlkreisen. Während die Bürgerlichen bei den Regierungswahlen zu keiner Allianz fanden – die FDP, die LP und die SVP kämpften gegen die Mitte-Liste aus CVP, BDP, EDU und GLP (siehe unten) – gab es Bezirke, in denen sich alle bürgerlichen Parteien auf einer gemeinsamen Liste präsentierten. In den meisten Bezirken trat die „Alliance du Centre“ allerdings ohne SVP und FDP mit einer gemeinsamen Liste aus BDP-, GLP-, CVP-, EVP- und/oder EDU-Kandidierenden an. In einzelnen Bezirken verbanden sich die GP und die SP und auch die FDP und die SVP gingen einzelne Listenverbindungen ein. Die FDP, die zum Zeitpunkt der Wahlen im Kanton Waadt noch nicht mit der LP fusioniert hatte (siehe dazu Teil IIIa), trat in zehn der dreizehn Bezirken bereits als PLR. Les Libéraux-Radicaux, also gemeinsam mit der LP, auf. In den Bezirken mit einer grossen Sitzzahl traten neben den arrivierten Parteien auch La Gauche als Zusammenschluss extremer linker Parteien (PdA, Alternative, Point de départ, SolidaritéS), die Piratenpartei, der im Kanton Waadt weniger erfolgreiche Mouvement Citoyens (MCVD), Vaud libre, die Wikicratie oder die „Parti de rien“ an. Da Links-Grün geeinter auftrat und vor allem die SP bei den nationalen Wahlen im Herbst 2011 zulegen konnte, wurde für das linke Lager ein Erfolg prognostiziert. Allerdings vermuteten die Auguren einen ähnlichen Ausgang wie bei den nationalen Wahlen – sprich: Veränderungen vor allem innerhalb der Blöcke.

Entgegen den Prognosen **konnte die Mitte auf Kosten des links-grünen Lagers zulegen**. Die „Alliance du Centre“ kam neu auf elf Sitze. Vier Sitze wurden von CVP-Vertretern und sieben Sitze durch die GLP besetzt. Damit war die GLP eigentliche Wahlsiegerin, hatte sie doch vor den Wahlen vier Sitze von ursprünglich als FDP-Vertreter gewählten Abgeordneten inne. Leer gingen die EVP, die BDP und die EDU aus. Letztere verlor somit ihren bisherigen Sitz. Die zahlreichen verschiedenen Listenverbindungen lassen eine Aussage über die Wählerprozenz nur bedingt zu. Werden die Parteilisten der fünf Alliance-Parteien addiert, ergibt sich ein Wert von 9,5%. Auch die SP konnte sich im Vergleich zu den Wahlen 2007 über den Gewinn von zwei zusätzlichen Mandaten freuen (neu: 41 Sitze; inkl. der Mischliste in Aigle mit der PdA: 26,0%); da die Grünen aber gleichzeitig fünf Sitze (neu 19 Sitze, 12,6%) und La Gauche einen Sitz (neu 4 Sitze; inkl.

Mischliste in Aigle mit der SP: 2,8%) einbüßten, musste Links-Grün insgesamt Federn lassen. Zu lediglich marginalen Verschiebungen kam es im rechtsbürgerlichen Block. Die SVP (neu 27 Sitze, 17,1%) konnte um einen Sitz zulegen, während die FDP zusammen mit der LP im Vergleich zu vor den Wahlen einen Sitz einbüßte (neu: 47 Sitze, 30,1%). Während der Legislatur war es freilich bereits zur Abspaltung von vier Abgeordneten der FDP zur GLP gekommen. Vaud Libre konnte ihren 2007 unter dem Label „Riviera Libre“ gewonnenen Sitz halten (1,1%). Die 41,7% der Wahlberechtigten, die an die Urne gingen, wählten eine Frau mehr in den Rat als vor fünf Jahren (2007: 29,3% Frauenanteil; 2012: 30%).¹⁴

ÉLECTIONS

DATE: 28.02.2016
DIANE PORCELLANA

Le **parlement cantonal uranais** est élu au système mixte. Huit circonscriptions utilisent le système proportionnel pour attribuer 50 des 64 sièges. Le reste des sièges est réparti entre douze circonscriptions, selon le système majoritaire. Pour les circonscriptions proportionnelles, la répartition des sièges se fait selon la méthode Hagenbach-Bischoff. Ce qui entraîne une variation du poids des voix des électeurs. Cette méthode, ainsi que la petite taille de certaines circonscriptions électorales, peut prêter également les petits partis politiques. L'apparement, qui permet de comptabiliser le reste des voix d'une liste avec celles des autres listes liées, augmente la probabilité d'obtenir un mandat et permet d'atténuer les distorsions engendrées par la méthode Hagenbach-Bischoff et la petite taille des circonscriptions. En l'état, le système électoral uranais ne serait pas, selon plusieurs acteurs, compatible avec la Constitution fédérale. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, les circonscriptions, pour pouvoir avoir recours au système électoral proportionnel, doivent compter au minimum dix sièges. Pour y remédier, les cantons ont le choix entre introduire le système du double Pukelsheim ou procéder à une association de circonscriptions, afin de redonner un poids identique aux voix des électeurs. Le 23 septembre 2012, l'initiative des jeunes PDC du canton d'Uri demandant l'instauration du système majoritaire pour toutes les circonscriptions, afin d'éviter l'application du double Pukelsheim, avait été rejetée. En octobre 2014, le gouvernement uranais avait demandé au sous-préfet d'examiner le mode d'élection. Ce dernier avait estimé qu'il ne posait pas de problème, avis non partagé par le gouvernement, au regard des différentes décisions du Tribunal fédéral en la matière. D'ici 2020, l'exécutif uranais doit élaborer un nouveau système d'élection.

Pour ce qui est des listes proposées par les partis politiques pour les élections 2016, le PDC était le seul parti à avoir déposé une liste dans l'ensemble des circonscriptions proportionnelles. L'apparement étant possible, il lia ses trois listes dans les circonscriptions d'Attinghausen et de Bürglen, ainsi que ses deux listes dans la circonscription de Flüelen. Le PLR déposa des listes dans sept circonscriptions proportionnelles, tout comme l'UDC. L'UDC lia également deux de ses listes dans la circonscription de Flüelen. Finalement, les PS/Verts présentèrent des listes dans cinq des huit circonscriptions proportionnelles. Le PLR a choisi de lier ses deux listes avec celle du PS/Vert/JUSO/GBU dans la circonscription de Flüelen.

En terme de candidatures, 132 personnes ont été proposées pour les sièges répartis selon le mode proportionnel, dont 49 anciens membres qui se représentaient. Si le nombre total de candidatures a augmenté par rapport à 2012, la proportion de femmes candidates a elle diminué, avec 31 candidates seulement. A l'échelle cantonale, le nombre de candidates s'élevait à 34 en 2016, contre 32 en 2008 et 34 en 2004. Trois candidats se sont présentés à la fois à l'exécutif et au parlement cantonal. Il s'agissait de l'UDC Alois Arnold-Fassbind, du socialiste Dimitri Moretti et du PLR Toni Epp.

Lors de l'élection, la participation dans les circonscriptions électorales proportionnelles était de 61,2%, et de 65,9% dans les autres circonscriptions. Dans les petites circonscriptions, soit les circonscriptions majoritaires, la participation est généralement plus élevée. En ce qui concerne les circonscriptions proportionnelles, dans la circonscription de Bürglen, le PDC a perdu son siège, passant à deux sièges, au profit de l'UDC qui a désormais trois sièges. A Schattdorf, les PS/Vert ont perdu un siège au profit du PLR. A Silenen, le PLR a gagné un siège aux dépens des PS/Vert. Par conséquent, l'alliance PS/Verts n'est plus représentée dans cette circonscription. En terme de présence, le PDC, malgré l'apparement de trois de ses listes, n'a pas obtenu de siège à Flüelen. Le PLR est absent de Seedorf, tout comme les PS/Vert dans les circonscriptions d'Attinghausen, de Seedorf et de Silenen. L'UDC n'est toujours pas représenté à Attinghausen, ni à Flüelen, malgré l'apparement de ses listes. Concernant les circonscriptions majoritaires, le seul changement à noter est le siège perdu par l'UDC au profit du PLR dans la circonscription de Göschenen. Le PDC a donc conservé sa position de parti le plus fort avec 30,8% des voix, malgré une perte de 4,4%

des suffrages, qui s'est traduite par la perte d'un siège dans la circonscription de Bürglen. L'UDC, au contraire, a gagné en représentation (2% des suffrages) dans les circonscriptions proportionnelles. Les PS/Vert ont aussi augmenté leur représentation de 0.7% dans les circonscriptions proportionnelles, ce qui est paradoxal, étant donné que l'alliance a perdu deux sièges. Le PLR a augmenté son total de suffrages de 1.7% et obtenu deux sièges supplémentaires. En résumé, en comparaison à 2012, le PLR a gagné trois sièges, les PS/Verts en ont perdu deux et le PDC un. L'UDC demeure stable. Le PDC dispose de 22 sièges, suivi du PLR avec 18 sièges. L'UDC bénéficie de 15 sièges et les SP/GB de 9 sièges. Pour ce qui est des doubles candidatures, le socialiste Dimitri Moretti a été élu au deuxième tour au gouvernement cantonal. Les deux autres candidats siégeront quant à eux au parlement. Dans l'ordre des forces représentées au parlement, le PDC arrive en tête, suivi du PLR, de l'UDC et des PS/Verts. Au gouvernement, le PDC et le PLR ont chacun trois sièges. L'UDC, troisième force au parlement cantonal, n'est plus représentée au gouvernement cantonal, alors que les PS/Verts y ont un siège.¹⁵

ÉLECTIONS

DATE: 30.04.2017
DIANE PORCELLANA

150 représentantes et représentants au Grand conseil ont été désignés par les citoyennes et citoyens **vaudois**. Les Verts, le PLR, le PS et l'UDC ont déposé une liste dans chaque arrondissement et sous-arrondissement. Les Vert'libéraux ont présenté des candidates et candidats dans les districts d'Yverdon, Lavaux-Oron, Nyon et dans le sous-arrondissement de Vevey. Les listes d'Ensemble à Gauche ont été posées dans les cercles électoraux d'Aigle, Lausanne-Ville, Romanel, Lavaux-Oron et dans l'Ouest Lausannois. Dans le Gros-de-Vaud, la Vallée, à Yverdon, Lavaux-Oron, Nyon et Vevey, figurait une liste de l'Alliance du Centre (AdC) qui regroupait les partis PDC, Vaud Libre, le PBD, l'UDC et le PEV. Au total, ce sont 82 listes qui ont été déposées, incluant celles de petits partis politiques ou alliances dans la bataille. Le bureau électoral de Lausanne a dû invalider une liste UDC, regroupant des candidats dissidents, qui portait la même dénomination que la liste UDC comportant les candidats sortants, puisqu'il est interdit par la loi d'avoir deux listes du même nom.

Les partis centristes se sont ralliés dans plusieurs arrondissements pour pouvoir atteindre le quorum de 5% et ainsi récolter des mandats. Leur slogan «cohatiforce» mêlait les mots cohésion, créativité et force. Les Vert'libéraux, souhaitant faire alliance avec le PLR et l'UDC pour l'élection du Grand Conseil, avaient refusé de s'y joindre. Le PLR ayant refusé leur demande, les Vert'libéraux ont fait liste commune avec les autres partis centristes dans les arrondissements de Lausanne, Romanel, Ouest Lausannois, Aigle et Morges. Dans le Gros-de-Vaud, les Vert'libéraux se sont associés avec le Parti pirate et les Indépendants. Le parti écologiste de droite espérait maintenir ses sept sièges. Les Verts, l'UDC et le PLR souhaitaient obtenir trois sièges supplémentaires. Dans son programme, l'UDC prônait une politique davantage nataliste et pour se faire, des mesures fiscales en faveur des familles. Elle recommandait une alimentation saine et militait en faveur de l'introduction d'un système de bonus pour une bonne hygiène de vie dans l'optique de réduire les primes d'assurance-maladie. La Gauche radicale visait l'occupation de six sièges. Une quinzaine de militants d'Ensemble à Gauche, pour dénoncer la pénurie de logements lausannois, ont tenté de s'entretenir, sans succès, avec le directeur d'une agence immobilière. Le PS désirait trois ou quatre mandats additionnels.

Concernant les budgets de campagne, le PLR mettait à disposition 300'000 francs pour la campagne du Grand conseil et 225'000 francs pour le Conseil d'Etat. Le PS engageait 100'000 francs pour la précampagne, puis 250'000 pour le premier et 120'000 pour le second tour pour le Conseil d'Etat. Les Verts avaient 180'000 francs pour l'élection des deux pouvoirs. Pour le Parti agrarien, c'étaient les sections de districts qui couvraient les dépenses. Sur les différents stands de campagne des partis politiques, certains ont joué sur des gadgets avec des logos, d'autres ont distribué des fruits et légumes ou offert des raclettes à la population. Au vu de l'agenda, les partis politiques ont amplifié leur mobilisation, craignant une désertion des urnes. En effet, il n'y avait pas de votations fédérales en parallèle de l'élection des autorités. De plus, les vacances de Pâques et le jeu de collégialité des six ministres sortants risquaient d'anesthésier la campagne électorale. Le PS a invité ses sympathisants à voter par téléphone, l'UDC a envoyé du courrier à son électorat, les Verts et le PLR ont recouru aux mails et aux newsletters.

Pour les 150 sièges, c'étaient donc 302 femmes et 596 hommes qui étaient en course. La proportion de femmes était de 33.6%, ce sont les socialistes et les Verts qui proposaient le plus de candidatures féminines, à défaut de l'UDC et du PLR. 121 sortantes et sortants se représentaient. L'enjeu de cette élection résidait dans la question de savoir si la droite obtiendrait la majorité absolue, soit 76 sièges au parlement cantonal. Les partis centristes, avec leurs 12 sièges, jouaient le rôle de

faiseurs de rois et avaient l'intention, en consolidant leur alliance, de renforcer leur rôle de pivot dans les débats.

La droite ne parvient pas à former une majorité absolue au parlement cantonal, à la réjouissance de la gauche. Elle comptabilise 74 sièges comme en 2012. Le PLR gagne 2 sièges et occupe maintenant 49 sièges (+2.9 points de pourcentage de suffrages). L'UDC en perd 2 et ne possède plus que 25 fauteuils (-1.2 point de pourcentage). La gauche, regroupant le PS, les Verts et la Gauche-POP-SolidaritéS perd un siège (plus que 63) au profit du centre. Le PS perd 4 sièges, il en a alors 37 (-2.4 points de pourcentage). Les Verts passent de 19 sièges à 21. La Gauche radicale gagne un siège et en comptabilise 5. Les Vert'libéraux, le PDC et Vaud libre consolident leur rôle de faiseurs de rois avec un siège supplémentaire pour le centre. Les Vert'libéraux conservent leurs 7 sièges (2.3%), le PDC perd 2 sièges et en a encore 2, Vaud libre a maintenant 4 représentants contre 1 auparavant. Sur les 121 sortantes et sortants, 97 siègeront dans la prochaine législature. Il y a 47 députées, soit 2 femmes de plus qu'en 2012. La participation a été de 38.9%. Ainsi, comme dans l'ancienne législature, le parlement cantonal reste en mains bourgeoises.¹⁶

Elections des gouvernements cantonaux

ÉLECTIONS

DATE: 04.03.1990

MATTHIAS RINDERKNECHT

Die bürgerliche "Entente" hat im Kanton Waadt die Regierungswahlen zu ihren Gunsten entschieden. Die **parteilpolitische Zusammensetzung der Exekutive blieb genau gleich** wie in der letzten Legislaturperiode; für den zurückgetretenen Jean-François Leuba (lp) wurde Claude Ruey gewählt. Die Hoffnung der Sozialdemokraten, einen zweiten Wahlgang erzwingen zu können, blieb unerfüllt. Alle fünf bürgerlichen Kandidaten der Entente vaudoise erreichten dank der Blockbildung schon im ersten Wahlgang das absolute Mehr. Hingegen schafften die beiden sozialdemokratischen Regierungsräte Daniel Schmutz und Pierre Duvoisin im ersten Wahlgang das absolute Mehr nicht. Da die restlichen Kandidatinnen und Kandidaten, welche im ersten Wahlgang deutlich weniger Stimmen als die beiden Sozialdemokraten erzielt hatten, auf eine Stichwahl verzichteten, wurden diese in stiller Wahl als bestätigt erklärt.¹⁷

ÉLECTIONS

DATE: 03.11.1991

MATTHIAS RINDERKNECHT

Als **Nachfolger des auf Ende Jahr zurücktretenden Waadtländer Baudirektors Marcel Blanc (svp)**, der während dreizehn Jahren der Exekutive angehört hatte, wählten die Waadtländer Stimmberechtigten bei einer Beteiligung von 25,1 % den von der bürgerlichen Entente vaudoise vorgeschlagenen Pierre-François Veillon (svp) in die Regierung. Dieser distanzierte seine Konkurrentin, Nationalrätin Irène Gardiol Vodoz (gp), ganz klar; noch deutlicher abgeschlagen war der ohne die Unterstützung seiner eigenen Partei kandidierende Robert Rittener (sp).¹⁸

ÉLECTIONS

DATE: 05.04.1992

MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Kanton Uri war die parteipolitische **Zusammensetzung der Regierung (4 CVP, 2 FDP, 1 SP) auch nicht bestritten**. Als Nachfolger für den zurücktretenden Land- und Forstwirtschaftsdirektor Zurfluh (cvp) wurde Martin Furrer gewählt. Die sechs bisherigen Regierungsräte wurden alle bestätigt. Das beste Resultat erreichte der neue Landammann Stadler. Zum ersten Mal gelang es der SP, den Landesstatthalter (Stellvertreter des Landammanns) in der Person von Alberik Ziegler zu stellen. Die Wahlbeteiligung lag bei 44,6%.¹⁹

ÉLECTIONS

DATE: 01.01.1994

EVA MÜLLER

Bei den Wahlen in die Kantonsregierungen kam es parteipolitisch in **vier Kantonen** zu einer **neuen Zusammensetzung**: In Glarus konnte die SP der CVP einen Regierungssitz wegnehmen, in Baselland gewann die CVP einen Sitz auf Kosten der SVP. Im Waadt verlor die FDP einen Sitz zugunsten der Grünen, während im Jura der Combat socialiste und die CSP ausschieden und der FDP und der SP den Wiedereintritt in die Regierung ebneten. Auffällig ist die **Nichtbestätigung** gleich **dreier bisheriger Regierungsmitglieder**: Jules Landolt (cvp, GL), Odile Montavon (combat socialiste, JU) und Philippe Pidoux (fdp, VD) wurden nicht wiedergewählt. Deutlich ist auch die **Zunahme des Frauenanteils** in den Exekutiven: Baselland und Zug wählten ihr erstes weibliches Regierungsmitglied, während Appenzell Ausserrhodon auf Anhieb zwei Frauen in die Regierung schickte und damit dem Beispiel des Kantons Bern folgte, der mit Elisabeth Zölch ebenfalls eine zweite Frau in die Regierung gewählt hat. Bis Ende des Berichtsjahres waren damit von 166 kantonalen Exekutivämtern 16 (9,6%) von Frauen besetzt (1993: 11; 6,6%).

ÉLECTIONS
DATE: 20.03.1994
EVA MÜLLER

In der Waadt gelang es der Linken, der bürgerlichen Entente bei den Staatsratswahlen einen Sitz abzunehmen und damit die seit 1962 geltende **"Zauberformel"** (3 FDP, 1 LP, 1 SVP, 2 SP) **zu durchbrechen**. Dieser Verlauf zeichnete sich bereits nach dem ersten Wahlgang ab, bei dem nur drei der fünf bürgerlichen Kandidaten, der Liberale Claude Ruey, Jacques Martin (fdp) und Pierre-François Veillon (svp) das absolute Mehr erreichten. Die Bisherigen Philippe Pidoux (fdp) und Daniel Schmutz (sp) sowie knapp auch der neue FDP-Kandidat Charles Favre verpassten die Wahl im ersten Durchgang. Der Grüne Philippe Biéler wurde zwar nicht gewählt, konnte sich aber an fünfter Stelle plazieren. Im zweiten Wahlgang wurde von den Bürgerlichen nur Charles Favre gewählt; das beste Resultat erzielte Daniel Schmutz (sp). Der Grüne Biéler, bekannt als Mieteranwalt, setzte sich noch vor den zweiten SP-Vertreter Jean-Jacques Schwaab. **Erstmals zog somit die Grüne Partei in die Waadtländer Regierung ein**. Der PdA-Kandidat und Nationalrat Josef Zisyadis erreichte in beiden Wahlgängen einen Achtungserfolg. **Nicht wiedergewählt** wurde **Philippe Pidoux**, welcher bei den Wahlberechtigten vor allem wegen seiner Spitalpolitik in Unnade gefallen war. Damit wurde in der Waadt **erstmalig seit 110 Jahren ein Regierungsrat abgewählt**. Der auf vier Vertreter geschwächten Entente steht nun eine gestärkte rot-grüne Minderheit gegenüber. Eine weitere kleine Sensation bildete für den Kanton Waadt die Wahl zweier Katholiken (Favre und Schwaab); der letzte katholische Staatsrat amtierte 1803.²⁰

ÉLECTIONS
DATE: 15.03.1998
URS BEER

Vier Jahre nach der Sprengung der traditionellen Zauberformel in der Waadtländer Regierung sowie zwei Jahre nach der turbulenten Ersatzwahl, aus welcher erstmals aufgrund der bürgerlichen Uneinigkeit eine links-grüne Regierungsmehrheit hergegangen war, wurde das **alte Kräfteverhältnis von fünf zu zwei zwischen der Rechten und der Linken** wiederhergestellt. Schon nach dem ersten Wahlgang der Staatsratswahlen vom 15. März zeichnete sich ab, dass die Wahl des Kommunisten Josef Zisyadis vor zwei Jahren eher ein Protest gegen die herrschenden Zustände als ein Vertrauensbeweis in den unkonventionellen Linksaussen dargestellt hatte. Im ersten Wahlgang wurden die drei bisherigen bürgerlichen Staatsräte Charles Favre und Jacqueline Maurer-Mayor (beide fdp) sowie Claude Ruey (lp), die auf einer bürgerlichen Siebnerliste angetreten waren, mit Stimmenanteilen zwischen 50% und 51% auf Anhieb wiedergewählt. Auf der linken Seite, wo SP, PdA und Grüne gemeinsam auf einer Sechserliste angetreten waren, verbuchte der Grüne Philippe Biéler mit 48,2% der Stimmen das deutlich beste Resultat. Im Vorfeld des zweiten Wahlganges war die Ausgangslage völlig offen. Die bürgerliche Seite präsentierte sich nach der Wahl ihrer drei Bisherigen mit einer Dreierliste, während die Linke die Regierungsmehrheit mit einer Viererliste zu verteidigen suchte. Der bisherige Erziehungsdirektor Jean-Jacques **Schwaab** (sp) **trat nicht mehr an**, nachdem er im ersten Wahlgang das schlechteste Ergebnis erzielt hatte.

Philippe Biéler (gp) konnte das gute Resultat der ersten Runde bestätigen und wurde im zweiten Wahlgang mit einem Glanzresultat wiedergewählt. Auf den weiteren Plätzen folgten neu die SP-Nationalrätin Francine Jeanprêtre, der liberale Parlamentspräsident Charles-Louis Rochat sowie Jean-Claude Mermoud von der SVP, der für seine Partei den vor zwei Jahren verlorenen Platz zurückholte. Die **Liberalen** eroberten somit zum ersten Mal seit vierzig Jahren einen **zweiten Sitz**, während die Sozialisten ihren seit 1955 besetzten zweiten Sitz einbüssten. Auf den hinteren Rängen klassierten sich Pierre-Yves Maillard (sp), Eric Golaz (fdp) und Justizdirektor **Zisyadis**, der sein Regierungsmandat nach nicht einmal zwei Jahren wieder verlor. **Somit setzt sich die neue Waadtländer Regierung aus 2 FDP, 2 Liberalen, 1 SVP, 1 SP und 1 GP zusammen**. Die Anzahl **Frauen** in der Regierung erhöhte sich auf **zwei**. Die Stimmbeteiligung betrug im ersten Wahlgang 31,2%, im zweiten 29,8%.²¹

ÉLECTIONS
DATE: 21.05.2000
DANIEL BRÄNDLI

Bei den Regierungsratswahlen im Kanton Uri **verlor die SP ihren bisherigen Regierungssitz**. Seit 1968 sassen vier CVP-, zwei FDP- und ein SP-Mitglied in der Kantonsexekutive. Von den sieben Sitzen mussten nach den Rücktritten von Alberik Ziegler (sp) und den drei CVP-Regierungsräten Ambros Gisler, Anton Stadelmann und Hansruedi Stadler vier neu bestellt werden. Die SVP hatte nach einem langen Versteckspiel auf eine Kandidatur verzichtet. Die FDP witterte die Chance auf ein drittes Regierungsmandat und zog sich aus der traditionellen Wahlallianz mit der CVP zurück. Nebst den Bisherigen, Finanzdirektorin Gabi Huber und Polizeidirektor Peter Mattli, nominierte die Partei zusätzlich den Nationalstrassen-Betriebsleiter Walter Steiner aus Altdorf. Die CVP nahm den Kampf mit einer Fünferkandidatur auf: Nebst dem Bisherigen Martin Furrer wurden der Landwirt Isidor Baumann, der Sekundarlehrer

und Landrat Josef Arnold sowie der Unternehmer Oskar Epp und Kantonalpräsident Leo Brücker aufgestellt. Die Juristin Agnes Planzer Stüssi hatte beim parteiinternen Ausstich keinen Erfolg. Bei den Sozialdemokraten setzte sich der Altdorfer Landrat Reto Gamma parteiintern gegen die Landrätin Edith Rosenkranz durch. Zusätzlich bewarb sich der Parteilose Markus Stadler, ein ehemaliger Kantonsbeamter.

Im ersten Wahlgang konnten die CVP mit dem Bisherigen Furrer und den Neuen Arnold und Epp drei Sitze sichern und die FDP ihre beiden Bisherigen Huber und Mattli bestätigen. Über die zwei noch ausstehenden Sitze musste in einem zweiten Wahlgang entschieden werden. Steiner (fdp) und Gamma (sp) hatten sich hinter den CVP-Bewerbern Baumann und Brücker und dem Parteilosen Stadler auf den hintersten Rängen positioniert. Alle fünf hielten an ihren Kandidaturen fest. Gegen den Willen der SP-Geschäftsleitung wurde allerdings Gamma an einem emotionsgeladenen Parteitag durch den Juristen Walter Wüthrich ersetzt. Auch die FDP wechselte ihren Kandidaten aus: Steiner wurde durch den Kaufmann Markus Gisler ersetzt. Das Rennen machten schliesslich Baumann (cvp) und der Parteilose Stadler. Die SP ist damit nach 32 Jahren nicht mehr in der Kantonsregierung vertreten.²²

ÉLECTIONS

DATE: 17.03.2002

MAGDALENA BERNATH

Im März wählten Waadtländerinnen und Waadtländer eine **neue Regierung**. Mit dem Rücktritt des freisinnigen Finanzdirektors Charles Favre und des liberalen Staatsrats Claude Ruey wurden zwei Sitze in der 7-köpfigen Exekutive frei. Auf der bürgerlichen Siebnerliste kandidierte die FDP mit Wirtschaftsdirektorin Jacqueline Maurer und zwei dem Zentrum nahe stehenden neuen Bewerbern, Kantonalbank-Vizedirektor Pascal Broulis und Anwalt Eric Golaz. Die Liberalen schickten Gesundheitsdirektor Charles-Louis Rochat und als Nachfolgerin Rueys die Direktorin der kantonalen Immobilienkammer Claudine Amstein ins Rennen. Ebenfalls auf der bürgerlichen Liste figurierten der gemässigte SVP-Staatsrat Jean-Claude Mermoud und Mario-Charles Pertusio (cvp). Bei der Linken spannten SP und Grüne zusammen: Für die Sozialdemokraten, die ihren 1998 verlorenen zweiten Sitz zurückerobern wollten, kandidierte Erziehungsdirektorin Francine Jeanprêtre, Nationalrat Pierre Chiffelle und die aus der Europabewegung stammende Anne-Catherine Lyon; für die Grünen trat der auch von den Bürgerlichen geschätzte Staatsrat Philippe Biéler an. Nationalrat Josef Zisyadis (pda) versuchte im Alleingang, nach seiner Abwahl 1998 wieder in die Exekutive zurückzukehren. Im ersten Wahlgang vom 3. März verfehlten alle Kandidierenden das absolute Mehr – ein Novum in der Waadt, wo es bisher stets zumindest einem Bürgerlichen gelungen war, diese Hürde zu nehmen. Das beste Resultat erzielte der Grüne Philippe Biéler. Auf ihn folgten die Bisherigen Jacqueline Maurer (fdp), Jean-Claude Mermoud (svp) und Charles-Louis Rochat (lp), dann auf den Rängen fünf bis neun die Neuen Pascal Broulis (fdp), Pierre Chiffelle (sp), Claudine Amstein (lp), Anne-Catherine Lyon (sp) und Eric Golaz (fdp). Erst auf dem zehnten Rang landete Erziehungsdirektorin Francine Jeanprêtre (sp). Sie gab für den zweiten Wahlgang ihren Verzicht bekannt. Auch der Freisinnige Eric Golaz zog seine Kandidatur angesichts des schlechten Abschneidens der FDP in den Grossratswahlen zurück.

Für den zweiten Wahlgang präsentierten die Bürgerlichen eine Fünferliste, während sich die PdA der links-grünen Allianz anschloss. Das Resultat vom 17. März fiel bei einer Wahlbeteiligung von lediglich 28,1% überraschend aus: Zwar **behielten die Bürgerlichen knapp die Mehrheit**, doch mussten die Liberalen ihren zweiten Sitz, den sie in den vergangenen Wahlen auf Kosten der SP gewonnen hatten, wieder abtreten. Nach Ansicht von Kommentatoren war dies auch eine Quittung für das als unkollegial empfundene Verhalten der Liberalen, weil sie die am Runden Tisch zu den Finanzen ausgehandelten Vereinbarungen nicht eingehalten hatten. Das beste Ergebnis erzielte wiederum Philippe Biéler (gp), gefolgt von den Neuen Anne-Catherine Lyon und Pierre Chiffelle (beide sp) sowie dem Freisinnigen Pascal Broulis; erst auf dem fünften bis siebten Platz landeten die Bisherigen Jacqueline Maurer (fdp), Jean-Claude Mermoud (svp) und Charles-Louis Rochat (lp). Nationalrat Zisyadis (pda) verfehlte den Wiedereinstieg nach vier Jahren nur äusserst knapp.²³

ÉLECTIONS

DATE: 16.05.2004

MAGDALENA BERNATH

Die Ausgangslage für die Urner Regierungswahlen gestaltete sich spannend: Justizdirektor Martin Furrer (cvp) trat nach zwölf Jahren Amtszeit nicht mehr an, ebenso wenig die in den Nationalrat gewählte Finanzdirektorin Gabi Huber (fdp). Insgesamt kandidierten zehn Personen für die 7-köpfige Exekutive. Die CVP wollte ihre Mehrheit in der Regierung verteidigen und trat mit den drei Bisherigen Josef Arnold, Isidor Baumann und Oskar Epp sowie der Präsidentin der Kantonalpartei, Heidi Z'graggen, an. Die Freisinnigen schickten Sicherheitsdirektor Peter Mattli und den Attinghauser Berufsoffizier Josef Dittli ins Rennen. Der Altdorfer FDP-Landrat Stefan Fryberg, der Dittli am Nominationsparteitag unterlegen war, kandidierte wild. Markus Züst, ehemaliger Altdorfer Gemeindepräsident, Anwalt und Notar wollte den Sitz der SP, den sie vor vier Jahren verloren hatte, wieder zurückerobern. Die SVP schliesslich erhoffte sich, mit dem Bauleiter Paul Dubacher, der bereits bei den Regierungswahlen 1996 als Parteiloser angetreten war, den Sprung in die Exekutive zu schaffen.

Im ersten Wahlgang von Ende März krempelten die Urnerinnen und Urner ihre Regierung um: Sie bestätigten lediglich zwei bisherige Regierungsmitglieder und wählten vier neue hinzu: Das beste Resultat erzielte Bildungsdirektor Josef Arnold (cvp), gefolgt von Heidi Z'graggen (cvp), Gesundheitsdirektor Markus Stadler (parteilos), Josef Dittli (fdp), Markus Züst (sp) und Stefan Fryberg (fdp). Volkswirtschaftsdirektor Isidor Baumann (cvp) verpasste das absolute Mehr um wenige Stimmen. Auf ihn folgte Paul Dubacher (svp). Die beiden bisherigen Regierungsräte Oskar Epp (cvp) und Peter Mattli (fdp) sahen sich auf die Schlussränge verwiesen; gemäss Presseberichten war Baudirektor Epp das Debakel um die Sanierung der Bristenstrasse, die dreimal so teuer ausgefallen war wie geplant, zum Verhängnis worden, und Mattli seine erneute Kandidatur nach siebzehn Amtsjahren. Dass amtierende Regierungsräte abgewählt wurden, hat es im Kanton Uri seit 1915 nicht mehr gegeben. Damit war klar, dass die **CVP ihre Mehrheit verloren hatte und dass die SP wieder in die Regierung** einziehen würde. Im zweiten Wahlgang von Mitte Mai bestätigte die Urner Bevölkerung den Bisherigen Isidor Baumann (cvp) als letzten Regierungsrat. Baumann erhielt 5603 Stimmen, der SVP-Kandidat Paul Dubacher deren 4747. Damit setzt sich die neue Urner Regierung aus 3 CVP, 2 FDP, 1 SP und 1 Parteilosen zusammen.²⁴

ÉLECTIONS

DATE: 01.04.2007

SABINE HOHL

Im Kanton Waadt **traten 5 von 7 Staatsräten noch einmal an**: Anne-Catherine Lyon (sp), François Marthaler (gp), Pierre-Yves Maillard (sp), Pascal Broulis (fdp) und Jean-Claude Mermoud (svp). Die Kandidaten für die Nachfolge von Jacqueline Maurer (fdp) und Charles-Louis Rochat (lp) waren Jacqueline de Quattro (fdp) und Philippe Leuba (lp). Die Linke setzte sich zum Ziel, die traditionelle bürgerliche Mehrheit im Staatsrat zu knacken, was erreichbar schien und ein historischer Vorgang gewesen wäre. Ein Vorteil der linken Parteien war, dass die Wahl am gleichen Tag wie die Volksabstimmung über die Einheitskrankenkasse stattfand, für die sich Maillard (sp) stark einsetzte, was diesem Gelegenheit zu einer besonders starken Profilierung bot. Die SP tat sich mit dem PdA-Kandidaten Josef Zisyadis zusammen und präsentierte eine Dreierliste, die Grünen traten mit einer separaten Liste mit ihren zwei Kandidaten François Marthaler (bisher) und Philippe Martinet (neu) an. FDP, LP und SVP, die mit einem gemeinsamen Viererticket antraten, hofften, von dieser Zweiteilung der linken Parteien profitieren zu können. Die Entscheidung der Bürgerlichen, nur mit vier Kandidaten anzutreten, war aus der Befürchtung hinaus gefallen, die Linke könnte die Mehrheit erringen. Weitere Kandidaten waren Mario-Charles Pertusio für die CVP und Maximilien Bernhard für die EDU. Diese Kandidaturen dienten aber eher als Zugpferde für die jeweiligen Parteilisten für die Grossratswahlen. Der zwölfte Kandidat war der ehemalige Sänger Robert Gurtner, der mit seiner Gruppierung „Avenir & Sécurité“ antrat und von Beginn weg als chancenlos eingeschätzt wurde. Die interessante Frage vor dem ersten Wahldurchgang war, ob sich Martinet (gp) oder Zisyadis (pda) im Falle eines schlechten Abschneidens zurückziehen würden, um ein gemeinsames linkes Viererticket im zweiten Wahlgang zu ermöglichen. Im ersten Wahlgang im März wurden Pascal Broulis (fdp), Pierre-Yves Maillard (sp) und Jean-Claude Mermoud (svp) gewählt. Lyon (sp) lag auf dem vierten Rang. Zisyadis (pda) erhielt wesentlich weniger Stimmen als die SP-Kandidaten, mit denen er angetreten war. Die allein angetretenen Grünen waren ebenfalls schlecht platziert. Für die bürgerlichen Parteien ergab sich eine gute Ausgangslage für den zweiten Wahlgang, da Philippe Leuba (lp) und Jacqueline de Quattro (fdp) auf den Plätzen fünf und sechs lagen. Die Linke entschied sich für ein gemeinsames Viererticket für den zweiten Wahlgang, wobei Philippe Martinet (gp) seine Kandidatur aufgeben musste. Mit der gemeinsamen Liste entstand aber ein Dilemma für die PdA- und die Grünen-Wähler: Beide mussten befürchten, dass der Kandidat der jeweils anderen Partei ihrem Kandidaten den Sitz wegschnappen würde, falls der Gewinn von vier Sitzen

der Linken nicht gelingen sollte. Es bestand deshalb insbesondere ein Anreiz für die Wähler der Grünen, Zisyadis (pda) zu streichen. Im zweiten Wahlgang wurden Lyon (sp), Leuba (lp), de Quattro (fdp), und Marthaler (gp) gewählt. Der **Kanton blieb damit in bürgerlicher Hand**. Pascal Broulis (fdp) wurde später vom Parlament zum Regierungspräsidenten des Kantons Waadt für vier Jahre gewählt.²⁵

ÉLECTIONS
DATE: 06.04.2008
SABINE HOHL

Im Kanton Uri stellten sich **alle amtierenden Regierungsräte zur Wiederwahl**: Josef Arnold, Isidor Baumann, Heidi Z'Graggen (alle cvp), Josef Dittli, Stefan Fryberg (beide fdp), Markus Züst (sp) sowie Markus Stadler (parteilos). Die Regierungsräte kündigten ihre gemeinsame Kandidatur ohne Absprache mit den Parteien ab, was zu einer kurzen Aufregung führte. Insgesamt verliefen die Wahlen aber sehr ruhig: Im Gegensatz zu der Wahl vier Jahre zuvor, als vier neue Mitglieder in die Regierung gewählt worden waren, konnten sich dieses Mal die Mitglieder der Exekutive ihrer Wiederwahl sicher sein. Es gab keine Gegenkandidaten, die SVP verzichtete auf Kampfkandidaturen. Dass die Regierung fest im Sattel sass, hing nicht zuletzt mit den durch die Planung eines Ferienresorts in Andermatt durch den Ägypter Samih Sawiris verbesserten ökonomischen Perspektiven des Kantons Uri zusammen. Die **Regierung** wurde bei den Wahlen denn auch **deutlich bestätigt**. Das beste Ergebnis erzielte Josef Dittli (fdp), die Stimmendifferenzen zwischen den Regierungsmitgliedern waren klein. Isidor Baumann (cvp) wurde zum Landammann gewählt. Die Stimmbeteiligung war mit 34,4% tief.²⁶

ÉLECTIONS
DATE: 01.04.2012
MARC BÜHLMANN

Ende 2011 hatte Links-Grün bei Ersatzwahlen für den verstorbenen Jean-Claude Mermoud (svp) überraschend mit Béatrice Métraux (gp) die Mehrheit in der Waadtländer Exekutive erobert. Die Bürgerlichen waren im siebenköpfigen Staatsrat nur noch mit drei Sitzen vertreten (2 FDP und 1 LP), während Links-Grün mit je zwei Sitzen von GP und SP die Mehrheit im Conseil d'Etat hielt. Im Zentrum der Erneuerungswahlen 2012 stand die Frage, **ob es den Bürgerlichen gelingen würde, diese Mehrheit zurück zu erobern**. Schon einmal währte eine links-grüne Mehrheit im Staatsrat nach Ersatzwahlen nur kurz, als 1996 bei einer Ersatzwahl Joseph Zisyadis (pda) gewählt, bei den Gesamterneuerungswahlen aber nicht bestätigt wurde. Spannend war überdies, ob die SVP, die bei der Ersatzwahl ihren einzigen Regierungssitz in der Romandie verloren hatte, diese Charge wieder ausweiten konnte. Der frei werdende Sitz von Infrastrukturdirektor François Marthaler (gp) eröffnete dabei zusätzlichen Spielraum. Die SVP hatte vorerst allerdings Probleme mit der Kür eines Kandidaten. Der bei den Ersatzwahlen 2011 unterlegene Pierre-Yves Rapaz stellte sich zwar wieder zur Verfügung, ihm wurden aber parteiintern nur geringe Chancen auf die Rückeroberung des Staatsratssitzes attestiert. Schliesslich wurde der Lausanner Stadtparlamentspräsident Claude-Alain Voiblet ins Rennen geschickt. Wenig erfreut über diese Wahl zeigten sich die FDP und die LP (in der Waadt zum Zeitpunkt der Wahlen noch nicht fusioniert) die lieber zusammen mit einem moderateren Kandidierenden ins Rennen gestiegen wären. Trotzdem traten die zwei bisherigen freisinnigen Staatsräte Jacqueline de Quattro und Pascal Broulis und der liberale Staatsrat Philippe Leuba zusammen mit Voiblet auf einer gemeinsamen Liste an. Gemeinsam traten auch die SP und die GP an. Die vier Sitze sollten mit drei Kandidierenden der Sozialdemokraten und der erst Ende 2011 gewählten Béatrice Métraux (gp) gemeinsam verteidigt werden. Die SP strebte also mit Nuria Gorrite einen dritten Sitz an. Die beliebte Stadtpräsidentin von Morges – bei den kommunalen Wahlen erhielt sie mehr als 60% der Wählerstimmen – hätte eigentlich schon bei den Ersatzwahlen für Mermoud antreten sollen, hielt sich damals aber noch zurück. Neben Gorrite wollten die bisherigen Anne-Catherine Lyon und Pierre-Yves Maillard ihre Sitze für die Sozialdemokraten verteidigen. Entgegen dem Ansinnen ihrer Präsidentin, Isabelle Chevalley, verweigerte die Basis der GLP die Unterstützung für die SVP. In der Folge trat ihr Kandidat Patrick Vallet nicht auf einer taktischen gemeinsamen FDP-SVP-GLP-Liste an, sondern auf einer Zentrumsliste zusammen mit je einem Kandidaten der CVP (ex-Post Chef Claude Béglé), der EDU (Maximilien Bernhard) und der BDP (Martin Chevallaz). Nicht weniger als fünf Kandidierende präsentierte die unter dem Namen „La Gauche“ agierende vereinigte extreme Linke. Julien Sansonnens, der Vizepräsident der POP, Jean-Michel Dolivo (Solidarités) sowie Yvan Luccarini, Aurélie Wydler und Soufia Fekih (alle drei ohne offizielle Bindung an eine unter der Etikette „La Gauche“ zusammengefassten Bewegungen) traten gemeinsam auf einer Fünferliste an. Darüber hinaus stiegen Roland Villard und Tiziana Cordiani für den Mouvement Citoyens Vaudois (MCVD) ins Rennen. Emanuel Gétaz, der bereits bei den Ersatzwahlen im Vorjahr angetreten war und rund 10% der Stimmen auf sich vereinigen konnte, versuchte für „Vaud libre“ einen Sitz zu erobern. Auf der Liste „Parti de rien“ trat schliesslich auch

der parteilose Guillaume Morand an. Insgesamt kandidierten damit 21 Personen aus zehn Parteien und Bewegungen für den Staatsrat – eine noch nie dagewesene Zahl. Trotz der grossen Zahl an Kandidierenden, der spannenden Ausgangslage und dem Zweikampf zwischen Links-Grün und Bürgerlich um die Staatsratsmehrheit verlief der Wahlkampf ausserordentlich ruhig, wurde gar als steif, glanzlos und langweilig bezeichnet. In der Presse wurden mehrere Gründe genannt: Die kurze Zeitspanne seit den Ersatzwahlen; die hohe Wahrscheinlichkeit eines zweiten Wahlganges, bei dem die Stimmen der extremeren Parteien (La Gauche und MCVD) den gemässigten Parteien zukämen und es deshalb darum gehe, die gemässigte Wählerschaft nicht zu verärgern; die hohe Zahl an Bisherigen, welche betont magistral auftreten wollten; aber auch die eher wenig profilierten Kandidaturen der extremen linken und rechten. Auch der bisher als eher wenig moderat wahrgenommene Voiblet (svp) hielt sich auffällig zurück, um sich den Vorteil der gemeinsamen Liste mit LP und FDP nicht zu nehmen und die Gunst der Mittewähler nicht zu verscherzen.

Beim ersten Wahlgang am 11. März schafften vier Bisherige das absolute Mehr (81'961 Stimmen). Die meisten Stimmen erhielt Maillard (97'357 Stimmen) gefolgt von den drei bisherigen Bürgerlichen Broulis (94'216 Stimmen), de Quattro (89'268 Stimmen) und Leuba (89'220 Stimmen). Unter der nötigen Stimmenzahl blieben die beiden anderen Bisherigen Métraux (73'341 Stimmen) und Lyon (72'660 Stimmen). Die Beantwortung der Frage nach einer bürgerlichen oder linken Mehrheit in der Waadtländer Regierung wurde damit auf den zweiten Umgang verschoben und blieb auch deshalb spannend, weil Gorrite (72'326 Stimmen) und Voiblet (62'475 Stimmen) auf den Rängen 7 und 8 folgten; allerdings musste Voiblet bereits einen recht deutlichen Rückstand hinnehmen. Die restlichen Kandidierenden hatten allesamt keine Chancen auf einen Sitzgewinn. Einzig Béglé (15'527 Stimmen) und Dolivo (10'981 Stimmen) erhielten mehr als 10 000 Stimmen. Von den 17 verbliebenen Kandidierenden trat neben dem links-grünen Frauentrio und Voiblet denn auch nur noch Emmanuel Gétaz an, der mit knapp 5% der Wählerstimmen im ersten Wahlgang der Wählerschaft noch einmal einen „echten Bürgerlichen“ anbieten wollte. Während La Gauche die links-grünen Kandidatinnen empfahl, sprachen sich die FDP, die LP, die GLP und die BDP für eine Unterstützung von Voiblet aus, mit dem Ziel, die links-grüne Mehrheit zu verhindern. Die CVP beschloss Stimmfreigabe. Die Ausgangslage verhiess noch einmal Spannung und der Ton zwischen beiden Lagern verschärfte sich deutlich. Links-grün unterstrich die Nähe Voiblets zum Zürcher Flügel der SVP und das bürgerliche Lager bezeichnete die Wahl Voiblets als „utilité politique“. Für Aufregung sorgten zudem Kleber, welche passgenau auf Plakaten von Gétaz heimlich angebracht für eine Unterstützung Voiblets warben. Die Wählerinnen und Wähler – 36% machten von ihrem Recht Gebrauch – entschieden sich am 1. April relativ deutlich für eine **Bestätigung der links-grünen Mehrheit**. Mit der Wahl von Nuria Gorrite (74'438 Stimmen) sowie der Bestätigung von Béatrice Métraux (73'325 Stimmen) und Anne-Catherine Lyon (70'165 Stimmen) kam es zudem – bisher einzigartig auf kantonaler Ebene – zu einer Frauenmehrheit im Staatsrat. Claude-Alain Voiblet (62'480 Stimmen) konnte das bürgerliche Lager nicht mehr genügend mobilisieren. Emmanuel Gétaz (12'485 Stimmen) erreichte die 10%-Stimmenanteile nicht mehr ganz. Die neue Regierung musste sich nach dem deutlichen Rechtsrutsch im Parlament allerdings auf eine „Cohabitation“ einstellen. Zum Regierungspräsidenten wurde der Wahlsieger Pierre-Yves Maillard bestimmt. Der Kanton Waadt kennt eine vierjährige Präsidentschaft.²⁷

ÉLECTIONS
DATE: 15.04.2012
MARC BÜHLMANN

Drei Urner Regierungsräte traten für die **Gesamterneuerungswahlen** am 11.3.12 nicht mehr an. Während Stefan Fryberg (fdp) und Josef Arnold (cvp) nach zwölf- bzw. achtjähriger Amtszeit zurücktraten, wollte sich der im Herbst 2011 in den Ständerat gewählt Isidor Baumann (cvp) auf die nationale Politik konzentrieren. Die andern vier Regierungsmitglieder – Heidi Z'graggen (cvp), Josef Dittli (fdp), Markus Züst (sp) und Beat Arnold (svp) – stellten sich für eine weitere Amtszeit zur Verfügung. Anders als vor vier Jahren, als alle Bisherigen wieder antraten und ohne Konkurrenz bestätigt wurden, verhiessen die drei nicht durch Bisherige zu verteidigende Sitze, die total elf Kandidaturen und der Angriff der SVP, die als zweitstärkste Fraktion im Landrat eine adäquatere Vertretung in der Regierung und eine neue parteipolitische Zusammensetzung (bisher: 3 CVP, 2 FDP, 1 SP, 1 SVP) anstrebte, Spannung. Neben ihrem Bisherigen Arnold, der 2010 bei Ersatzwahlen für den damals aus der Regierung ausgeschiedenen, parteilosen Ständerat Markus Stadler (glp) als erster Urner SVP-Regierungsrat in die Exekutive gewählt wurde, schickte die SVP den 51-jährigen Präsidenten des Landrates, Josef Schuler, ins Rennen. Dessen Chancen wurden jedoch als gering eingeschätzt, weil vermutet wurde, dass sich die Stimmen des bürgerlichen Lagers, auf die er angewiesen war, auf die CVP und die FDP konzentrieren würden. Die

CVP trat mit einem Quartett zur Verteidigung ihrer drei Sitze an. Neben der bisherigen Z'graggen sollten die Kantonsparteipräsidentin Patrizia Danioth Halter, der Gemeindepräsident von Gurtellen, Beat Jörg, sowie der Landratsvizepräsident Urban Camenzind mindestens die beiden vakanten Sitze verteidigen, besser noch die bis 2004 traditionelle Mehrheit in der Urner Exekutive wieder herstellen. Die FDP schickte neben ihrem Bisherigen Dittli den 55-jährigen Thomas Arnold ins Rennen, um ihren Besitzstand zu wahren. Markus Züst (sp) wurde von der Wahlallianz aus SP, GP, Juso und Urner Gewerkschaftsbund unterstützt. Zwei weitere Kandidaturen ergänzten das Karussell. Sowohl Barbara Bär (fdp), Gemeindepräsidentin von Altdorf als auch Erich Herger (cvp), Gemeindepräsident von Bürglen und ehemaliger Chefredaktor des Urner Wochenblattes, waren in der parteiinternen Ausmarchung ihrer Konkurrenz knapp unterlegen und versuchten ihr Glück mit wilden Kandidaturen, die in Uri – so zeigt etwa das Beispiel des zurückgetretenen Stefan Fryberg (gewählt als wilder Kandidat) – durchaus Erfolg haben können.

Angesichts der Kandidatenflut wurde ein zweiter Wahlgang nötig. Im ersten Wahlgang wurden nur die Bisherigen, die jeweils alle von allen Parteien unterstützt wurden – mit Ausnahme der SVP, die eine Unterstützung von Züst (sp) explizit verweigerte – ohne Probleme wiedergewählt: Am meisten Stimmen erhielt Josef Dittli (10'083 Stimmen), gefolgt von Heidi Z'graggen (7'611 Stimmen), Beat Arnold (7'606 Stimmen) und Markus Züst (7'424 Stimmen). Dittli wurde zum Landammann und Z'graggen zum Landesstatthalter gewählt. Ebenfalls bereits in der ersten Runde übersprang Beat Jörg (6'335 Stimmen) das absolute Mehr, das bei 6'277 Stimmen lag. Er dürfte vom Umstand profitiert haben, dass er der einzige Kandidat aus dem Urner Oberland war, dem die Urner Stimmbürgerschaft traditionellerweise ein Regierungsmitglied zugesteht. Für die restlichen sechs Kandidierenden war die Hürde zu hoch. Urban Camenzind (5'108 Stimmen) konnte sich für den zweiten Umgang die besten Chancen ausrechnen, gefolgt von Barbara Bär (4'976), die als wilde Kandidatin den offiziell von der FDP portierten abgeschlagenen Thomas Arnold (3'170 Stimmen) hinter sich liess. Auch der ebenfalls wild kandidierende Erich Herger (4'698 Stimmen) verzeichnete mehr als ein Achtungsergebnis und liess nicht nur die offizielle CVP-Kandidatin Patrizia Danioth Halter (4'468 Stimmen), sondern auch den SVP-Kandidaten Josef Schuler (4'460 Stimmen) hinter sich. In der Folge wurden Urban Camenzind und Josef Schuler von ihren Parteien noch einmal aufgestellt. Die FDP schwenkte von Thomas Arnold auf die nach der internen Ausmarchung vor dem ersten Wahlgang ursprünglich nicht unterstützte Barbara Bär um. Erich Herger trat noch einmal wild an. Dank dieser Kandidatur verhiess auch der zweite Umgang Spannung. Zwar traten Bär und Camenzind gemeinsam auf einer Liste an, die interne CVP-Konkurrenz durch Herger erhöhte aber die Wahrscheinlichkeit eines Aufsplittens der CVP-Stimmen und somit die Chancen des SVP-Anwärters. Beim zweiten Wahlgang am 15. April setzte die Urner Wahlbürgerschaft aber dann doch überraschend deutlich auf Kontinuität und wählte Barbara Bär (5'142) vor Urban Camenzind (4'937 Stimmen) in den Regierungsrat. Herger (3'921 Stimmen) und Schuler (3'696 Stimmen) waren abgeschlagen. Damit **blieb die Sitzverteilung** – 3 CVP, 2 FDP, 1 SP, 1 SVP – **bestehen**. Neu und erstmals in der gesamten Innerschweiz sassen zwei Frauen in der Exekutive. Die Stimmbeteiligung war beim zweiten Wahlgang (41,1%) leicht geringer als noch beim ersten (49,4%).²⁸

ÉLECTIONS
DATE: 28.02.2016
DIANE PORCELLANA

Pour l'élection majoritaire du **gouvernement uranais** dans les vingt circonscriptions électorales, trois des sept anciens membres du gouvernement n'ont pas déposé de candidature. Les motifs justifiant leur non-participation sont, pour Josef Dittli (plr), son élection au Conseil des Etats le 18 octobre 2015, pour le socialiste Markus Züst, sa démission du gouvernement et, pour Beat Arnold (udc), sa nomination au Conseil national. Les trois membres du PDC – Beat Jörg, Heidi Z'Graggen et Urban Camenzind – se représentent, ainsi que la PLR Barbara Bär. Outre ces candidatures, l'UDC propose deux nouveaux candidats – Alois Arnold-Fassbind et Petra Simmen –, le Parti libéral radical trois candidats – Toni Epp, Urs Janett et Roger Nager – et le Parti socialiste la candidature de Dimitri Moretti. Barbara Bär avait tout de suite été désignée lors du premier tour de l'Assemblée des délégués PLR. A l'issue de l'Assemblée, Urs Janett et Toni Epp ont aussi été choisis comme candidats officiels. Roger Nager a décidé de poser sa candidature, sans soutien de son parti en décembre 2015. La candidature de Petra Simmen a été critiquée lors de la campagne, car jugée comme moralement et éthiquement problématique. Si elle est élue, elle pourrait être à la tête de la direction de la sécurité. Son élection pourrait alors placer son mari, chef du Schwerverkehrszentrum Uri, sous ses ordres. L'UDC décide, malgré cette critique rédigée dans le Neue Urner Zeitung du 12 décembre 2015 par le rédacteur Bruno Arnold, de la présenter, tout comme Alois Arnold-Fassbind.

Au premier tour, avec une participation de 61,6% et une majorité absolue de 7'599 voix, les quatre anciens membres sont réélus – en tête Beat Jörg (11'138 voix), suivi de Urban Camenzind (10'424 voix), de Heidi Z'Graggen (9'847 voix) et de Barbara Bär (8'497 voix). Roger Nager est également élu avec 7'841 voix. Bien qu'il n'était pas le candidat officiel du Parti libéral radical, son élection a permis à ce dernier de conserver le siège laissé vacant par Josef Dittli.

Pour le deuxième tour, encore deux sièges sont à attribuer. Le PLR repropose Urs Janett, tout comme le PS Dimitri Moretti et l'UDC Petra Simmen. Avec une participation de 40,9% sont élus, le 10 avril 2016, Urs Janett avec 7'248 voix et Dimitri Moretti avec 4'994 voix. La candidate UDC, avec 4'593 voix, n'était pas très loin du candidat socialiste. Les socialistes ont réussi à garder leur siège, contrairement à l'UDC, qui a perdu son siège au profit du PLR. L'UDC, après six ans au gouvernement, en a été congédié. L'UDC fait face, suite à la nomination de Beat Arnold au Conseil national, à la difficulté de trouver des candidats potentiels. Le PS, qui a souvent brandit l'argument du respect de la concordance, a réussi à maintenir son siège.²⁹

ÉLECTIONS

DATE: 30.04.2017
DIANE PORCELLANA

Le Parti socialiste vaudois limite à trois le nombre de mandats pour les membres de l'exécutif cantonal. Ses ministres actuels, Pierre-Yves Maillard et Anne-Catherine Lyon ont déposé une demande de dérogation afin de prendre part à l'**élection du Conseil d'Etat vaudois**. La ministre sortante a retiré sa requête suite au préavis du comité directeur de son parti ainsi qu'à l'opposition manifestée par les Jeunes socialistes et le corps enseignant. La demande de Pierre-Yves Maillard a été acceptée, il peut briguer un quatrième mandat. A ses côtés, figurent les conseillères d'Etat sortantes Nuria Gorrite (ps) et Béatrice Métraux (verts). Sur ce ticket rose-vert concourt également la conseillère nationale socialiste Cesla Amarelle. Le souhait de la gauche est de conserver la majorité au gouvernement cantonal. L'alliance élargie souhaitée par le PLR avec l'UDC et les Vert'libéraux ne voit pas le jour en raison du refus du Parti agrarien de s'associer avec les Vert'libéraux. Les Vert'libéraux lancent François Pointet comme candidat. Le PLR et l'UDC font alors front commun. Les trois membres sortants Jacqueline de Quattro (plr), Pascal Broulis (plr) et Philippe Leuba (plr) se présentent avec le conseiller national Jacques Nicolet (udc). L'UDC envisage d'occuper le siège laissé vacant par Anne-Catherine Lyon, il veut ainsi reconquérir le siège perdu en 2011 suite au décès de Jean-Claude Mermoud. Comme autres prétendants et prétendantes, se trouvent sur la liste «Alliance du Centre» Serge Melly (vaud libre) et Sylvie Villa (pdc). Sur la liste «Ensemble à Gauche», figurent Céline Misiego (pop), Hadrien Buclin (solidaritéS) et Yvan Luccarini (décroissance-alternatives). Dernier candidat en lice, Guillaume Morand pour le Parti de rien.

Avec leur slogan «unis pour vous», l'alliance de droite tente de convaincre l'électorat PLR que Jacques Nicolet est un candidat adéquat. Le soutien PLR est indispensable pour l'élection de ce dernier et pour obtenir une majorité de droite à l'exécutif. De l'autre côté de l'échiquier politique, le programme est présenté et s'axe sur le développement de la mobilité, une économie performante et socialement responsable et la réintroduction des loutres par exemple. Dans la lignée de Philippe Leuba et de Nuria Gorrite, Jacqueline de Quattro, Pascal Broulis et Béatrice Métraux utilisent pour cette campagne également le réseau social Facebook pour créer un lien de proximité avec leurs abonnés et abonnées.

Un sondage effectué par la RTS auprès de 1890 personnes (marge d'erreur 3.38%) place Cesla Amarelle, créditée par 41% des intentions de vote, comme remplaçante de la socialiste sortante. Jacques Nicolet aurait 34% des intentions de vote et tous les ministres sortants en course devraient ressortir dans le même ordre qu'en 2012. La campagne politique est tranquille. La solidarité entre les membres sortants en course, la mise en avant de leur collégialité et du succès du «compromis dynamique» durant la campagne a pour effet d'anesthésier tout débat.

Pour les sept sièges à repourvoir, la participation est de 40.1% et la majorité absolue fixée à 82'804 voix. Arrive en tête le PLR Pascal Broulis avec 100'051 suffrages. Il est suivi par quatre autres sortants, Pierre-Yves Maillard avec 99'200 voix, Jacqueline de Quattro 93'378 suffrages, Philippe Leuba 92'188 suffrages et finalement Nuria Gorrite avec 91'792 voix. La conseillère d'Etat Béatrice Métraux ne passe pas la rampe de la majorité absolue avec un total de 79'631 voix. Cesla Amarelle comptabilise 72'138 voix et Jacques Nicolet arrive derrière avec 66'799 voix. Les autres candidates et candidats obtiennent un score de 14'137 voix pour Guillaume Morand, 13'875 voix pour François Pointet, 11'972 suffrages pour Sylvie Villa, 10'492 voix pour Céline Misiego, 10'085 voix pour Hadrien Buclin, 10'028 suffrages pour Serge Melly et 9'595 voix pour Yvan Luccarini. Ainsi, le PLR et le Parti socialiste assurent, sans grande surprise, les sièges de leurs ministres sortants. Le siège vert n'est pas préservé au premier tour. Le sondage

avait raison quant à la succession du siège socialiste, toutefois le score de Jacques Nicolet est meilleur et Pierre-Yves Maillard n'est pas le favori cette année. Au vu de l'écart des voix entre Cesla Amarelle et Jacques Nicolet, la bataille pour le siège laissé vacant s'annonce serrée. Cesla Amarelle pourrait profiter de la présence de Béatrice Métraux au second tour.

Pour le second tour, le Parti agrarien accepte de présenter un double ticket avec les Vert'libéraux pour augmenter les chances de modifier la majorité au gouvernement cantonal. Isabelle Chevalley (pvl,VD), conseillère nationale, brigue un siège aux côtés de Jacques Nicolet. Les Jeunes vert'libéraux apprécient moyennement cette alliance et les Verts se déclarent même déçus. De vives réactions sont également suscitées à gauche, accusant ces partis de vouloir maintenant occuper les deux sièges encore libres, alors que telles n'ont pas été leurs prétentions au premier tour. En raison de son score, Guillaume Morand retente sa chance. Au centre, Sylvie Villa reçoit l'appui des membres de Vaud Libre, de l'UDF, du PEV et du PBD pour sa participation au second tour. Pour convaincre l'électorat de maintenir la majorité de gauche au gouvernement et pour contrer les ambitions de la droite, la gauche, représentée par Cesla Amarelle et Béatrice Métraux, communique son programme. Elle s'engage à améliorer le pouvoir d'achat des Vaudois, à créer des emplois subventionnés de dix à douze mois pour les chômeurs de plus de 55 ans en vue de réduire le coût de l'aide sociale, à limiter le poids des primes d'assurance-maladie et à avoir un minimum de logements d'utilité publique dans les communes. Contrairement au premier tour, la campagne est plus féroce, surtout en raison de la bataille entre les candidates socialiste et vert'libérale. Les socialistes tentent de discréditer Isabelle Chevalley, celle-ci s'en prend particulièrement à Cesla Amarelle.

Avec une participation de 37.7% au jour du deuxième tour, Béatrice Métraux est élue avec 78'561 suffrages, ainsi que Cesla Amarelle avec 69'006 voix. L'UDC manque encore de siéger à l'exécutif cantonal, Jacques Nicolet totalise 62'442 suffrages. Il est suivi de peu par son alliée Isabelle Chevalley avec 59'775 voix. Guillaume Morand obtient 15'255 voix et Sylvie Villa 10'050. Samuel Bendahan, premier des viennent-ensuite de la liste socialiste lors des élections fédérales de 2015, occupe le siège de Cesla Amarelle au Conseil national. Le gouvernement reste donc régi par une majorité rose-verte et les femmes sont en majorité. Il devra continuer à travailler avec un parlement situé à droite.³⁰

Elections cantonales complémentaires

ÉLECTIONS
DATE: 02.02.1997
EVA MÜLLER

Im Waadtland trat Jacques Martin (fdp) aus gesundheitlichen Gründen zurück. Im ersten Wahlgang, bei dem die Stimmbeteiligung erstmals bei einer Waadtländer Regierungswahl weniger als 20% betrug, erreichte keiner der vier Kandidaten das absolute Mehr. Der Kandidatin der FDP, Jacqueline Maurer, fehlten zwar nur gerade knapp 300 Stimmen, trotzdem wurde die Tatsache, dass die einst so mächtige bürgerliche Entente nicht einmal mehr imstande ist, ihren dritten Sitz im ersten Wahlgang zu verteidigen, als Zeichen gewertet, dass sie ihre Krise noch nicht überwunden hat. Während Liberale und CVP die FDP-Kandidatin unterstützten, verzichtete die SVP auf eine Wahlempfehlung. Der SP-Kandidat Pierre-Yves Maillard erreichte 38,2% der Stimmen, während Anne-Catherine Lyon von der Renaissance Suisse Europe überraschende 9% der Stimmen holte. Der Kandidat der Liste jeune, Serge Rullier, landete weit abgeschlagen. Im zweiten Wahlgang kam es, nachdem sich Lyon und Rullier zurückgezogen hatten, zu einer Stichwahl. **Jacqueline Maurer**, die dieses Mal auch von der SVP unterstützt wurde, erreichte 56,4% der Stimmen und **konnte als erste Frau in den Waadtländer Staatsrat einziehen**. Der SP-Kandidat Maillard, der von den Grünen und der Renaissance Suisse Europe unterstützt wurde, hatte mit 43,3% der Stimmen das Nachsehen.³¹

ÉLECTIONS
DATE: 30.11.2003
ROMAIN CLIVAZ

Im August gab **Baudirektor Philippe Biéler (gp)** aus gesundheitlichen Gründen seinen **vorzeitigen Rücktritt** bekannt. Nachdem bekannte Waadtländer Grüne wie der Lausanner Stadtpräsident Daniel Brélaz und der in den Nationalrat gewählte Kantonsrat Luc Recordon eine Kandidatur abgelehnt hatten, nominierte die Delegiertenversammlung gegen den Willen der Parteileitung Kantonsrat und Unternehmer François Marthaler. Die Liberalen schickten Kantonsrat Jacques-André Haury ins Rennen, die PdA Josef Zisyadis. SVP und FDP verzichteten auf eine Kandidatur. Im ersten Wahlgang verfehlten alle das absolute Mehr. Obschon die Linke

mit zwei Kandidaten angetreten war, distanzierte der Grüne Marthaler mit 42,3% der Stimmen seine Gegner Haury (30,6%) und Zisyadis (20,6%) deutlich. Angesichts des deutlichen Vorsprungs von Marthaler und um einen zweiten Wahlgang zu vermeiden, zogen der Liberale und der Vertreter der PdA ihre Kandidaturen zurück, desgleichen nach langem Überlegen der Kandidat der Bewegung „Le Défi Vaudois“, der 2,6% der Stimmen erhalten hatte. Buchstäblich in letzter Sekunde sprang jedoch ein Gesinnungsgenosse für ihn ein, so dass die Waadt nicht um die Durchführung eines zweiten, rund eine halbe Mio Fr. teuren Wahlganges herumkam, wie die Presse festhielt. Ende November bestätigten die Waadtländerinnen und Waadtländer bei einer Stimmbeteiligung von 33,5% die parteipolitische Zusammensetzung der Regierung mit 2 FDP, 1 GP, 1 LP, 1 SP, 1 SVP. **François Marthaler (gp)** erzielte mit 105'851 Stimmen (87,3%) einen absoluten Rekord, denn bis anhin hatte noch nie ein Staatsratskandidat über 100'000 Stimmen erreicht.³²

ÉLECTIONS

DATE: 24.10.2004

MAGDALENA BERNATH

Bereits nach zwei Jahren trat **Staatsrat Pierre Chiffelle (sp)** aus gesundheitlichen Gründen zurück. Die SP portierte Nationalrat und Gewerkschafter Pierre-Yves Maillard, die SVP das frühere FDP-Mitglied Martin Chevallaz, Sohn des ehemaligen Bundesrates Georges-André Chevallaz. Chevallaz wurde auch von der FDP und den Liberalen unterstützt, nicht jedoch von der CVP. Ende Oktober wählten die Waadtländerinnen und Waadtländer **Pierre-Yves Maillard (sp)** mit 63% der Stimmen zum Staatsrat, Chevallaz erzielte 30%, auf vier Aussenseiter entfielen die restlichen Stimmen. Damit bleibt die aktuelle Regierungszusammensetzung mit 2 FDP, 2 SP, 1 GP, 1 LP und 1 SVP bestehen.³³

ÉLECTIONS

DATE: 25.04.2010

MARC BÜHLMANN

Im Dezember 2009 hatte der **parteilose Markus Stadler seinen Rücktritt** als Urner Regierungsrat angekündigt. Er kandidierte in der Folge erfolgreich für den frei gewordenen Urner Ständeratssitz. Um seine Nachfolge stritten sich zwei Kantonsparlamentarier. Die Grünen portierten Landrätin Annalise Russi und die **SVP schickte Landrat Beat Arnold** ins Rennen. Die SVP machte als zweitstärkste Fraktion im Landrat ihren Anspruch auf einen Sitz in der Regierung geltend. Die Grünen – zusammen mit der SP lediglich halb so stark wie die SVP – argumentierten, dass in Uri Köpfe und nicht Parteien gewählt würden. Weder die CVP (drei Sitze), noch die FDP (zwei Sitze) noch die SP stellten Kandidaten auf, so dass es zu einer Premiere kommen sollte: zum ersten Mal würde entweder ein SVP-Mann oder eine Vertreterin der Grünen in der Urner Regierung sitzen.

Das Wahlduell ging schliesslich **zu Gunsten der SVP** aus: Arnold machte 5013 Stimmen und Russi konnte mit 4426 einen Achtungserfolg erzielen, der auch der Unterstützung grosser Teile der CVP zu verdanken war. Damit wurde die SVP auch in Uri in die Regierungsverantwortung eingebunden.³⁴

ÉLECTIONS

DATE: 19.02.2019

DIANE PORCELLANA

Le PS a maintenu son siège au Conseil d'Etat vaudois, suite à l'élection de Pierre-Yves Maillard à la tête de l'Union syndicale suisse (USS). La conseillère nationale socialiste Rebecca Ruiz siégera au niveau cantonal.

Elle avait pour adversaires Pascal Dessauges (udc), Axel Marion (pdc), Jean-Michel Dolivo (solidarités) et Anaïs Timofte (pop). Le POP a fait cavalier seul, en ne s'associant pas avec la coalition formée par la gauche radicale, intitulée Ensemble à gauche. Jean-Michel Dolivo tentait sa chance pour la troisième fois. Le PDC a présenté son unique député au Grand conseil. Il espérait recevoir le soutien du PBD et de l'UDF. Le PLR supportait l'UDC.

Après les échecs de 2012 et 2017, le parti agrarien souhaitait être à nouveau représenté dans l'exécutif cantonal. Son candidat, préfet du Gros-de-Vaud, était dans une situation particulière lors de la campagne. Comme représentant du gouvernement dans son district, il a exprimé des critiques du gouvernement à majorité de gauche.

Rebecca Ruiz s'est retrouvée sous les projecteurs, en raison de plusieurs affaires. Son mari aurait profité de «copinage» pour être élu à la présidence de la Compagnie générale de navigation (CGN). Une dénonciation pénale à l'encontre de la candidate et de l'ancienne ministre socialiste Anne-Catherine Lyon a été déposée pour un contrat dont l'intitulé était «bidon». Après plusieurs contrats à durée déterminée, Rebecca Ruiz a pu bénéficier d'une manœuvre visant à contourner une directive interdisant d'enchaîner quatre contrats à durée déterminée pour sa fonction. A quelques jours du premier tour, le gouvernement cantonal s'est défendu en expliquant que la pratique était ponctuelle et dès à présent proscrite. La présidente de la section socialiste

cantonale et la candidate ont reçu un courrier anonyme au caractère pénal. Le PS avait un budget de campagne de 240'000 francs, l'UDC 80'000, Ensemble à gauche 28'020, le POP 24'000 et le PDC 14'400.

Le 17 mars, avec une participation de 34.2% et une majorité absolue fixée à 72'643 voix, Rebecca Ruiz comptabilise 67'683 voix, suivie par Pascal Dessauges (54'576 suffrages), Axel Marion (8'760), Jean-Michel Dolivo (5'983) et Anaïs Timofte (4'743). Selon le journal «24Heures», une part importante des électeurs du PLR, sans candidat de leur couleur, n'ont pas participé à l'élection. Le poulain UDC n'a pu, dès lors, compter sur un fort soutien du PLR. L'électorat UDC est, quant à lui, resté stable par rapport à l'élection du Conseil d'Etat en 2017.

Au regard des résultats et pour ne pas gaspiller les deniers publics dans un second tour, Pascal Dessauges a préféré renoncer à la course. Axel Marion, a également décliné sa participation tout comme Jean-Michel Dolivo et Anaïs Timofte. Ainsi, Rebecca Ruiz a été élue tacitement. La composition du gouvernement cantonale reste inchangée. Pour la première fois en Suisse, 5 femmes siègent dans un exécutif cantonal. Rebecca Ruiz sera remplacée, au Conseil national, par Nicolas Rochat Fernandez (ps, VD).³⁵

Elections communales

Aus den Wahlen zum 100-köpfigen Stadtparlament gingen **vor allem die Grünen als Sieger** hervor. Sie konnten ihren Wähleranteil auf 21,7% (+6,3%) steigern und 22 Sitze ergattern (+ 6). Hinter der SP (30 Sitze), die nach Verlusten bei den letzten Wahlen diesmal einen Sitz zulegen konnte, stellen die Grünen damit die zweitstärkste Fraktion. Zusammen mit den 12 Sitzen (+2) der gemeinsamen Liste der äusseren Linken (PdA, SolidaritätS und „Gauche en mouvement“) vermochte die Linke mit 64 von 100 Sitzen ihre klare Mehrheit gegenüber den bürgerlichen Parteien sogar noch weiter auszubauen. Trotz ihres Wahlbündnisses verloren FDP, Liberale und CVP drastisch und konnten nur noch 28 Sitze belegen. Die SVP (8) war hingegen erfolgreich, indem sie nicht nur 4 zusätzliche Sitze gewann, sondern mit einem Stimmenanteil von 7,9% die LP überholte und hinter der FDP zur zweitstärksten bürgerlichen Partei wurde. Die Wahlbeteiligung lag bei 30,2%. Der Frauenanteil stieg von 36,0% auf 38,0% an.³⁶

ÉLECTIONS

DATE: 12.03.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Seize personnes se sont proposées pour intégrer la Municipalité de **Lausanne**, selon le système majoritaire. Trois anciens membres socialistes briguaient un nouveau mandat, à savoir Florence Germond, Oscar Tosato et Grégoire Junod. La gauche souhaitait récupérer le siège occupé auparavant par Daniel Brélaz (verts), qui a choisi de ne pas se représenter, après 26 ans et demi à la municipalité, dont 15 ans de syndicateure. L'ancien membre Jean-Yves Pidoux (verts) se représentait également pour un mandat aux côtés de Natacha Litzistorf (verts). Olivier Français (plr), élu en octobre 2015 au Conseil des Etats, et Marc Vuilleumier (pst) n'étaient pas candidats pour un mandat supplémentaire. Les candidats proposés par le PLR étaient Pierre-Antoine Hildbrand et Mathieu Blanc. Durant la campagne, le PLR avait fait part de sa volonté d'un deuxième siège à la Municipalité, étant donné ses gains d'électeurs lors des élections fédérales et lors des élections complémentaires dans différentes villes vaudoises. Concernant le siège laissé vacant par Marc Vuilleumier, celui-ci était convoité par David Payot (pop). L'UDC et SolidaritätS avaient chacun deux candidats en lice. Les Vert'libéraux, SoMoS, PDC, Démocrate Suisse avaient chacun un candidat en course.

Lors du premier tour, avec une participation de 33,76%, six candidats ont obtenu la majorité absolue de 15'883 voix. Trois candidats socialistes sont arrivés en tête, Florence Germond avec 19'123 voix, Oscar Tosato avec 18'889 voix et Grégoire Junod avec 18'802 voix. Suivent Jean-Yves Pidoux, qui a obtenu un score de 19'716 voix, puis sa collègue de parti Natacha Litzistorf, avec 18'297 voix, et, finalement, David Payot avec 17'040 voix. Les candidatures bourgeoises ont donc été écartées, ainsi que celles du mouvement SolidaritätS et du SoMos. Les verts ont donc maintenu leur siège, avec l'élection de Natacha Litzistorf, tout comme Pop et Gauche en mouvement, avec David Payot. Le PLR ne pourra donc avoir deux sièges, pour rester au gouvernement de la ville, un de ses candidats devra se faire élire.

Lors du deuxième tour, organisé le 20 mars 2016, un seul candidat bourgeois s'est présenté. Le PLR Pierre-Antoine Hildbrand qui n'avait pas obtenu la majorité absolue au premier tour avec 7'856 voix. Le PLR souhaitait maintenir son unique siège. Les trois autres candidatures étaient présentées par les mouvements SolidaritätS avec Hadrien Buclin, SoMos avec Sandrine Cornut et le Juste Milieu qui entra en course au second

ÉLECTIONS

DATE: 28.02.2016
DIANE PORCELLANA

tour avec Bendo Sinclair. Le parti socialiste et les verts, ne voyant pas l'intérêt d'un gouvernement exclusivement de gauche, ils n'ont donc pas proposé de candidats au second tour. Le candidat bourgeois, Pierre-Antoine Hildbrand (plr) a été élu avec 63,84% des voix. Ainsi, il représente le seul membre bourgeois d'un gouvernement principalement de gauche et le PLR maintient son siège.

La ville de Lausanne élisait également son nouveau syndic. Le PS a pu éviter un arbitrage entre ses trois candidats, Oscar Tosato, Florence Germond et Grégoire Junod, grâce à l'accord trouvé entre ces derniers. Grégoire Junod était donc le seul candidat. Les autres partis politiques, durant la campagne, ont montré des ambitions modestes à l'égard de la course à la syndiculture. Ainsi, Grégoire Junod a été tacitement élu pour remplacer Daniel Brélaz.

A propos de l'élection du Conseil communal de la ville, 100 mandats étaient à attribuer en même temps que le premier tour pour la Municipalité. 385 candidatures, réparties en 9 listes, ont été déposées, dont trois n'ont reçu aucun mandat. Les listes du SoMoS, du Parti pirate et la liste de l'Action nationale, Démocrate Suisse, Blécherette n'atteignaient pas le quorum. Le Parti socialiste a déposé la plus grande liste avec 82 candidats et les Verts ont déposé 54 candidatures. Concernant les résultats, lors de la première répartition, la gauche emportait 60 sièges, suivie par le PLR, avec 21 sièges. L'UDC a obtenu 11 sièges. Le Centre, le PDC et les Vert'Libéraux ont reçu 6 sièges. Lors de la deuxième répartition, au regard des restes de voix, l'apparementement des partis de gauche leur a permis de gagner un siège supplémentaire. Ainsi, la gauche (composée du Parti socialiste, des Verts, du PoP, de SolidaritéS et des Indépendant e-s) a remporté donc 61 sièges. L'UDC a obtenu le dernier siège. Par rapport à l'ancienne composition du Conseil communal, l'UDC a perdu 2 sièges et le PLR 3 sièges. La gauche plurielle a perdu 1 siège. Le pouvoir législatif est donc majoritairement à gauche, comme l'exécutif.³⁷

Elections fédérales

ÉLECTIONS

DATE: 20.10.1991

MATTHIAS RINDERKNECHT

In der **Romandie** fielen die Resultate sowohl sitzmässig wie wähleranteilmässig sehr uneinheitlich, in vielen Fällen den nationalen Trends widersprechend, aus. So verlor die FDP in Genf über 5%, legte aber im Wallis, im Jura und in Neuenburg zu. Die CVP verlor in allen welschen Kantonen Anteile, ausser im Jura, wo sie sich bei Abwesenheit der PCSI um drei Prozent verbessern konnte. Einen grossen Sprung nach vorn machten die Sozialdemokraten in Genf, wo sie von 18,6 auf über 26% vorrückten, jedoch die GP gleichzeitig knapp 5% verlor. Im Jura gewann die SP ebenfalls drei Prozent und beinahe gleichviel verlor sie in Freiburg. Herausragend waren auch die Gewinne an Wähleranteilen der SD in Neuenburg und der Liberalen in Genf. Die Freisinnigen verloren in der Waadt und in Genf je ein Mandat, die SP verlor einen Sitz in der Waadt und gewann einen in Genf hinzu. Überraschend eroberte die PdA wieder ein Mandat in der Waadt, wo auch die Liberalen ihre Sitzzahl um einen auf drei ausbauen konnten.³⁸

ÉLECTIONS

DATE: 22.10.1999

DANIEL BRÄNDLI

Die **Wahlbeteiligung betrug gesamtschweizerisch 43,4%** gegenüber 42,2% vor vier Jahren. Die höchsten Wahlbeteiligungen wiesen die Kantone Schaffhausen (61,9%) und Zug (53,5%), die geringsten die Kantone Glarus (28,2%) und Waadt (31,5%) auf. Nach Landesteilen verzeichnete die Romandie die tiefste Beteiligung. Unterdurchschnittlich fiel die Wahlbeteiligung gemäss Nachbefragung bei jüngeren Personen, Frauen und Angehörigen der unteren Bildungs- und Einkommensgruppen sowie bei Französischsprachigen aus. Links- wie Rechtswähler haben sich gleich stark an der Wahlen beteiligt. Nichtwählende gaben als Grund am häufigsten an, die Kandidierenden kaum zu kennen.³⁹

ÉLECTIONS

DATE: 24.10.1999

DANIEL BRÄNDLI

Auch in der **Zentralschweiz** schwang die SVP obenaus. Da die kleinen Rechtsausenparteien in der Zentralschweiz bisher kaum vertreten waren, gingen die SVP-Stimmengewinne vor allem auf Kosten von FDP und CVP. Je einen Sitzgewinn gab es für die SVP in Luzern und Zug. Von den 19 zu vergebenden Mandaten für den Nationalrat entfielen unverändert sieben auf die CVP, sechs auf die FDP (-1) und vier auf die SVP (+2); je ein Sitz ging an die SP (LU), die damit ein Mandat verloren hat (ZG) und die Grünen (LU). Der Zuwachs an Wählerstimmen der SVP war im Kanton Schwyz besonders gross; hier konnte sie mit 35,9% sogar die CVP (27,3%) als stärkste Partei von der Spitze verdrängen. In Luzern wurde die SVP mit 22,8% zweitstärkste Partei und konnte der FDP (22,6%) ein Restmandat entreissen. Die CVP (33,8%) büsste hier zwar

viereinhalb Prozentpunkte ein, blieb aber stärkste Partei und konnte ihre vier Mandate halten.⁴⁰

ÉLECTIONS

DATE: 24.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

Von den 41 Sitzen, die der **Romandie** (ohne Wallis) zustehen, entfielen zwölf auf die SP (-1), neun an die FDP (-1), sechs unverändert an die CVP, fünf an die LP (-1); die SVP machte einen zweiten Waadtländer Sitz (+1). Die PdA verlor in Genf einen Sitz und entsendet somit nunmehr zwei Westschweizer Vertreter nach Bern; hingegen konnten die Grünen in Neuenburg und Genf je ein neues Mandat erobern und kamen damit auf insgesamt drei Sitze. In Genf vermochte die Alliance de gauche (AdG), die sich aus der Bewegung Solidarités und den Unabhängigen Sozialisten zusammensetzte, der SP ein Mandat abzunehmen. In Genf erfolgte eine regelrechte Umschichtung der Mandate innerhalb der Linken (SP: -2; PdA: -1; Grüne: +1; AdG: +1). Die Zerstrittenheit unter den linken Parteien im Stadtkanton zahlte sich insgesamt nicht aus, verloren sie doch eines ihrer Mandate an die CVP. In Freiburg verlor die CVP hingegen einen Sitz an die SP. Die FDP musste in Neuenburg einen Sitz an die Grünen abtreten. Die SVP legte im Waadtland und in Freiburg, wo sie zu den traditionellen Parteien zählt, um über drei Prozentpunkte zu. In Genf und im Jura, wo sie vor vier Jahren nicht angetreten war, kam sie je auf gut 7%. Sie konnte ihren Zustrom an Wählerstimmen allerdings nur in der Waadt in einen Sitzgewinn ummünzen; dieser ging zu Lasten der LP.⁴¹

ÉLECTIONS

DATE: 24.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

In den Kantonen **Uri, Schwyz, Ob- und Nidwalden, Glarus, Schaffhausen und Jura sowie in beiden Appenzell** kam es zu keinen Sitzverschiebungen.

ÉLECTIONS

DATE: 19.10.2003
ROMAIN CLIVAZ

Les électeurs des deux **demi-cantons de Suisse centrale** ont confirmé leur soutien aux parlementaires sortants. Le PDC a maintenu son siège à Obwald et les radicaux à Nidwald. Quant au corps électoral de **Glaris**, il a confirmé le sortant du PS. Le retrait de Franz Steinegger, après plus de vingt ans de présence au parlement, n'a pas empêché les radicaux de maintenir leur siège à **Uri**. La nouvelle élue, Gabi Huber, est la première représentante féminine du canton à Berne. La délégation **schwyzoise**, malgré un élargissement à quatre membres à la suite du dernier recensement, a été fortement modifiée avec la non réélection de deux parlementaires sortants : la radicale Maya Lalive d'Epinay et le démocrate chrétien Toni Eberhard. Si les démocrates-chrétiens (-3,8 points à 23,4%) ont sauvé leur mandat, les radicaux (-3,8 points à 15,4%) ont perdu le leur. Les principaux gagnants ont été le PS (+1,2 à 17,6%), qui a récupéré son siège perdu en 1999, et l'UDC qui a obtenu deux mandats (+7,8 points à 43,6%). Les radicaux ont perdu un siège à **Zoug** (3 sièges) où le sortant Hajo Leutenegger n'a pas été confirmé par le corps électoral. L'UDC, avec une progression de 6,3 points à 27,7%, a conservé son siège. Les démocrates-chrétiens ont fait de même, malgré une baisse de 3,5 à 22,9% et le retrait de Peter Hess après vingt ans au parlement fédéral. L'apparement entre les socialistes et la liste « Alternative Kanton Zug » a permis à la gauche de reprendre le siège perdu en 1999. La liste socialiste n'ayant obtenu que la deuxième place de l'apparement, c'est le candidat alternatif Josef Lang qui a été élu.⁴²

ÉLECTIONS

DATE: 19.10.2003
ROMAIN CLIVAZ

Le principal enjeu du scrutin dans le **canton de Vaud** était le siège supplémentaire obtenu par ce canton à la suite du dernier recensement de la population. Ce siège est finalement allé à la gauche qui a ainsi obtenu 8 sièges, contre 10 à la droite. Les deux blocs ont cependant subi des changements. A droite, l'UDC a doublé sa représentation en passant de deux à quatre sièges. En attirant 20,3% des électeurs elle a non seulement progressé de 9,6 points, mais elle est également devenue la principale formation de droite et la deuxième du canton, derrière les socialistes. Le parti radical (quatre sièges) s'est affaibli en perdant un siège et en chutant de 6,5 points à 18,5%. Les libéraux ont conservé leurs deux mandats malgré un léger recul de 1,5 points à 11,1%. L'excellent score individuel du sortant Jacques Neiryck n'a pas suffi au PDC pour sauver son siège. A gauche, les socialistes (quatre sièges) ont perdu un siège, tout en restant la première formation politique du canton, à 21,7%. C'est l'extrême-gauche qui en a bénéficié en obtenant un siège supplémentaire, passant à deux députés. Les verts ont progressé de 4,2 points à 11,3% et doublé leur représentation (2 sièges). On a ainsi assisté à une polarisation au sein de la délégation parlementaire vaudoise.⁴³

ÉLECTIONS
DATE: 21.10.2007
SABINE HOHL

In den Kantonen der **Zentralschweiz** gab es nur wenige Veränderungen. So blieb in **Luzern** die Sitzverteilung zwischen den Parteien (3 CVP, 2 FDP, 3 SVP, 1 SP, 1 GP) gleich. Auch die Stimmenanteile der Parteien veränderten sich nur unwesentlich, die SVP konnte allerdings um 2,6 Prozentpunkte auf 25,3% zulegen. Zudem kam es zu einem innerparteilichen Wechsel: Pius Segmüller (cvp), ehemaliger Kommandant der Schweizergarde, wurde anstelle seines Parteikollegen Franz Brun in den Nationalrat gewählt. Im **Kanton Zug** wurden die drei bisherigen Nationalräte (1 CVP, 1 SVP, 1 Alternativer Grüner) wieder gewählt. Der Versuch der FDP, eine grosse Listenverbindung mit der CVP und der SVP zu bilden und damit den Sitz der Alternativen anzugreifen, war im Vorfeld der Wahlen gescheitert. Im **Kanton Obwalden** endeten die Wahlen mit einer Überraschung: Gewählt wurde der SVP-Kandidat Christoph von Rotz. Kantonsrat Patrick Imfeld (cvp) war vom parteilosen Künstler Luke Gasser konkurrenziert worden und verlor dadurch Stimmen. Im **Kanton Nidwalden** wurde Edi Engelberger (fdp) in stiller Wahl bestätigt. Der Wahl vorausgegangen war eine grössere Diskussion bei der Nominierung von Engelberger durch die FDP. Engelberger hatte zunächst innerparteiliche Konkurrenz, die sich allerdings nicht durchsetzen konnte. Im **Kanton Schwyz** wurden die bisherigen Nationalräte (2 SVP, 1 CVP, 1 SP) bestätigt. Die SP konnte ihren Sitz trotz Stimmenverlusten knapp gegen den Angriff durch die FDP verteidigen, dies auch dank einer Listenverbindung mit den Grünen. Im **Kanton Glarus** wurden der bisherige Vertreter im Nationalrat, Werner Marti (sp) problemlos wieder gewählt. Im **Kanton Uri** gab es keine offiziellen Gegenkandidaten zur bisherigen Gabi Huber (fdp), diese wurde klar bestätigt.⁴⁴

ÉLECTIONS
DATE: 21.10.2007
SABINE HOHL

Im **Kanton Waadt** kam es zu mehreren Sitzverschiebungen: SVP und CVP gewannen je einen Sitz auf Kosten von FDP und LP. Zudem konnten die Grünen der PdA einen Sitz abjagen. Der Kanton Waadt weist damit neu im Nationalrat folgende Vertretung der Parteien auf: 5 SVP, 4 SP, 3 GP, 3 FDP, 1 CVP, 1 LP, 1 PdA. Der verbleibende PdA-Sitz ging an Marianne Huguenin, die allerdings später zugunsten des abgewählten Josef Zisyadis (pda) auf ihr Mandat verzichtete. Die SVP legte erneut an Stimmenanteilen zu (+2,1 Prozentpunkte auf 22,4%), während FDP (-3,9 Prozentpunkte auf 14,6%) und LP (-3 Prozentpunkte auf 8,1%) Verluste hinnehmen mussten. Die SP konnte einen leichten Zuwachs um 0,3 Prozentpunkte auf 22% verbuchen, die Grünen konnten um 3 Prozentpunkte auf 14,3% zulegen. Die CVP steigerte sich auf 5,6% (2003: 4,4%).⁴⁵

ÉLECTIONS
DATE: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Der einzige Sitz im **Kanton Uri** war fest in der Hand der **FDP**. Gabi Huber brauchte die Konkurrenz der SP, die mit Toni Moser antrat, nicht zu fürchten. Sie konnte mit 9'005 Stimmen mehr als drei Mal mehr Wählerinnen und Wähler von sich überzeugen als Moser (2'603 Stimmen). Dies wurde trotzdem als Achtungserfolg gewertet, war doch Moser von der SP ins Spiel gebracht worden, weil man der Urner Wählerschaft eine echte Wahl bieten wollte. Die Wahlbeteiligung in Uri war trotz der klaren Ausgangslage bei 49,8% hoch, was allerdings auch mit den spannenderen Ständeratswahlen zu tun gehabt haben dürfte. Im Vergleich zu 2007 (24,1%) nahmen mehr als doppelt so viele Urnerinnen und Urner ihr Wahlrecht wahr.⁴⁶

ÉLECTIONS
DATE: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Die Rekordzahl von 22 eingereichten Listen (2007: 14) im **Kanton Waadt** war dem Umstand geschuldet, dass zahlreiche Parteien mehrere Unterlisten eingereicht hatten. Die SP, die CVP, die SVP, die Grünen und die FDP traten alle auch mit einer Liste der jeweiligen Jungpartei an. Die im Kanton Waadt noch nicht mit der FDP fusionierten Liberalen kandidierten ebenfalls. Während die FDP mit den Namen PLR.Les Radicaux kandidierten, war die Liste der LPS mit PLR.Les Libéraux überschrieben. Neu kandidierten zudem die GLP, die BDP und die Piratenpartei. Auch der in Genf gegründete Mouvement Citoyens Romand (MCR) trat im Kanton Waadt an. Von den 334 Kandidierenden (2007: 224) waren 32,3% Frauen (2007: 34,8%). Waadt war der einzige Kanton, in dem die SVP mit der FDP eine Listenverbindung einging. Einen breiten Verbund bildeten auch die CVP zusammen mit der EVP, der EDU, der GLP und der BDP. Auf der linken Seite verbanden sich SP, PdA, La Gauche (solidaritéS) und die Grünen. Allerdings war die extreme Linke lange Zeit uneinig über ihr strategisches Vorgehen. Von den insgesamt 18 Sitzen waren vier vakant. Als besonders wacklig wurden im Vorfeld der Wahlen die Sitze von Josef Zisyadis (pda) sowie von Charles Favre (fdp) und Claude Ruey (lps) betrachtet, die alle drei zurückgetreten waren. Beim Sitz des ebenfalls zurücktretenden Daniel Brélaz (gp) wurde hingegen erwartet, dass die Grüne Partei diesen halten würde. Die eigentliche Frage war, ob die Wahlen am Verhältnis zwischen links-grün (8 Sitze) und bürgerlich (10 Sitze) etwas ändern würden.

Aufgrund einer Softwarepanne konnten die definitiven Resultate der Wahlen erst am Montagabend bekannt gegeben werden. Die grosse Gewinnerin der Wahlen war die **SP**, die zu ihren bisher vier Sitzen zwei hinzugewinnen und ihren Wähleranteil um 3,2 Prozentpunkte auf 25,2% erhöhen konnte. Mit dem besten Resultat seit mehr als 30 Jahren schickten die Sozialdemokraten damit die grösste Delegation nach Bern, darunter auch die Neuen Cesla Amarelle und Jean Christoph Schwaab, der für die wieder in den Ständerat, aber auch in den Nationalrat gewählte Géraldine Savary nachrückte. Die Sitzgewinne konnten am Verhältnis links-bürgerlich allerdings nichts ändern, gingen sie doch auf Kosten der extremen Linken, die den Sitz des zurückgetretenen Zysiadis nicht verteidigen konnte (PdA und SolidaritéS kamen zusammen auf 3,9%), und der Grünen, die einen ihrer drei Sitze und 2,7 Prozentpunkte an Wählerstimmen hergeben mussten (neu: 11,6%). Die Bürgerlichen hielten also ihre insgesamt zehn Sitze, aber auch in ihrem Lager kam es zu Verschiebungen. Ihre drei Sitze verteidigen konnte die FDP, die in der Wählergunst sogar leicht zulegte (+1,7 Prozentpunkte, 16,3%). Als Nachfolger von Favre wird Olivier Feller die FDP in Bern vertreten. Die CVP (-1 Prozentpunkt, 4,6%) und die LPS (-2,4 Prozentpunkte, 5,7%) mussten zwar Verluste verkraften, konnten ihren jeweiligen Sitz aber ebenfalls halten. Für die LP wurde Fathi Derder neu gewählt. Trotz Wählergewinnen (+0,5 Prozentpunkte, 22,9%) musste die SVP einen Sitzverlust hinnehmen, der von der neu antretenden **GLP** erobert wurde, die auf Anhieb 5,1% der Wählerschaft hinter sich scharen und von ihrer Listenverbindung profitieren konnte: Isabelle Chevalley sorgte dafür, dass die GLP auch die französische Schweiz im Nationalrat vertritt. Von den kleinen Parteien, inklusive BDP (0,8%), EDU (1,1%, -0,2 Prozentpunkte) und MCR (0,5%) erreichte keine das nötige Quorum. Mit Ausnahme von Alice Glauser (svp) wurden alle Bisherigen wiedergewählt; Christian van Singer (gp) rückte für den im zweiten Wahlgang in den Ständerat gewählten Luc Recordon (gp) nach. Sechs Frauen vertreten den Kanton Waadt in Bern, wobei die SP drei, die GP, die GLP und die FDP je eine Abgeordnete stellen. Damit blieb der Frauenanteil im Vergleich zu 2007 unverändert bei 33%. Die Wahlbeteiligung betrug 41,6%, und war damit so tief wie in keinem anderen Nicht-Majorzkanton.⁴⁷

ÉLECTIONS
DATE: 13.11.2011
MARC BÜHLMANN

Das bereits 2007 erfolgreiche links-grüne Zweierticket mit Luc Recordon (gp) und Géraldine Savary (sp) trat im **Kanton Waadt** auch 2011 wieder an. Die Wiederwahlchancen wurden als intakt beurteilt, weil die Bürgerlichen gespalten waren. Die FDP (Isabelle Moret) trat zusammen mit den im Kanton Waadt noch immer eigenständigen Liberalen an. Nachdem der Liberale Jean-Marie Surer seine Kandidatur allerdings zurückzog, war einige Zeit unklar, ob die FDP nicht doch mit der SVP paktieren sollte. Schliesslich sprang der ehemalige Journalist und Regionalfernseh-Chefredaktor Fathi Derder für die LPS ein, die sich auch deshalb dezidiert für eine eigene Kandidatur aussprach, um den eigenen Nationalratssitz zu sichern. Die SVP war ursprünglich ebenfalls mit zwei Kandidierenden angetreten. Allerdings war Regierungsrat Jean-Claude Mermoud (svp), dem am ehesten zugetraute wurde, das links-grüne Tandem zu bedrohen, im September überraschend verstorben, so dass Nationalrat Guy Parmelin alleine antrat. Auch die CVP trat mit einem Kandidierenden an, nämlich mit dem ehemaligen Postchef Claude Béglé. Das bürgerliche Lager lief damit Gefahr, die Stimmen zu verzetteln. Zusammen mit Béglé trat zudem auch Isabelle Chevalley von der GLP an. Den zusätzlich kandidierenden kleinen Links- und Rechtsausenparteien wurden nur wenige Stimmen zugetraut. Für die PdA wollten Julien Sansonnens und Sarah Frund in die kleine Kammer, LaGauche schickte Pierre Conscience ins Rennen. Für die EDU kämpfte Maximilien Bernhard und für das Mouvement Citoyens Vaudoise bewarben sich André Corboz und Roland Villard.

Aufgrund des grossen Kandidatenreigens erreichte im ersten Wahlgang niemand das absolute Mehr. Am meisten Stimmen erhielten Savary (73'830), die zudem auch die meisten Stimmen aller Nationalratskandidat/innen im Kanton erhalten hatte, und Recordon (70'147). Etwas überraschend auf Rang drei folgte Parmelin (46'063), gefolgt von Moret (37'808) und Derder (22'071). Von den restlichen acht Kandidierenden kam nur noch Chevalley auf mehr als 10% der Stimmen. Für den wie bereits 2007 nötigen zweiten Wahlgang konnten sich die Bürgerlichen schliesslich doch noch auf ein Zweierticket einigen: Moret und Parmelin, unterstützt von FDP und SVP, traten gegen Savary und Recordon an. Während sich die GLP hinter das links-grüne Ticket stellte, gab die CVP keine Wahlempfehlung ab, rief aber ihre Wählerschaft auf, nicht für Parmelin zu stimmen. Von den vier alle auch in den Nationalrat gewählten Kandidierenden setzten sich schliesslich die beiden Bisherigen **Savary** (78'263 Stimmen, 55,6%) und **Recordon** (71'686 Stimmen, 50,9%) durch. Letzterer wurde vor allem in den Städten unterstützt. Obwohl die FDP und die SVP bei den Nationalratswahlen zusammen mehr

Wählerstimmen auf sich vereint hatten als die SP und die Grünen, reichte es für das bürgerliche Ticket nicht. Es wurde vermutet, dass zahlreiche FDP-Wählerinnen und -Wähler Parmelin (58'687, 41,7%) strichen, während die SVP-Anhängerschaft dies ihrerseits mit Moret (62'369, 44,3%) taten, die ihren Ticketpartner im zweiten Wahlgang überholte. Die Wahlbeteiligung beim zweiten Wahlgang lag lediglich noch bei 35,8%, was ein Indiz dafür sein könnte, dass viele bürgerlich gesinnte Wählerinnen und Wähler der Urne fern geblieben waren.⁴⁸

ÉLECTIONS
DATE: 27.11.2011
MARC BÜHLMANN

Im **Kanton Uri** hatte Hansheiri Inderkum (cvp) seinen Rücktritt eingereicht. Obwohl die Christdemokraten mit Isidor Baumann einen prominenten Regierungsrat ins Rennen um die Verteidigung ihres Sitzes brachte, fürchtete man den Angriff der SVP, die mit dem Kantonsparteipräsidenten und Landrat Gusti Planzer antrat. Der 2010 gewählte, ursprünglich parteilose bisherige Markus Stadler kandidierte für die GLP. Der vierte Kandidat stammte von der SP, die Felix Muheim ins Rennen schickte.

Die Befürchtungen der CVP erwiesen sich letztlich als unbegründet: **Baumann** wurde von der Urner Wählerschaft gleich im ersten Wahlgang mit 7'120 Stimmen gewählt. Der auf Rang 2 folgende bisherige Stadler (5'122 Stimmen) musste hingegen in den zweiten Wahlgang, zu dem auch Planzer (4'824) noch einmal antrat, nicht aber Muheim (2'568). Der im zweiten Wahlgang von der SP und den Grünen unterstützte **Stadler** schaffte die Wiederwahl schliesslich im zweiten Versuch dann doch unerwartet deutlich. Das Resultat war deshalb knapper erwartet worden, weil Stadler sich 2010 für die GLP und nicht für die CVP entschieden hatte. Dies brachte nicht nur die Stimmfreigabe der CVP mit sich, sondern es war erwartet worden, dass viele CVP-Wählerinnen und Wähler deshalb der Urne fern bleiben würden. Dies hätte wiederum Planzer zupass kommen sollen, weil die SVP gut mobilisierte. Letztlich erhielt der Bisherige Stadler jedoch satte 57,1% der Stimmen, während 41,5% auf den von der FDP unterstützten Planzer entfielen. Die Beteiligung im zweiten Durchgang lag mit 48,1% nur wenig tiefer als im ersten Umgang (49,8%).⁴⁹

ÉLECTIONS
DATE: 18.10.2015
ANDREA DENZ

Bei den **Nationalratswahlen** 2015 stand dem **Kanton Uri** als kleinstem „Vollkanton“ nur ein einziger Nationalratssitz zu. Durch den Rücktritt der amtierenden FDP-Nationalrätin Gabi Huber kam es erstmals seit 2003 wieder zu einer Kampfwahl und zwar ohne Sitzverteidigung. Überaus speziell war nämlich, dass die FDP auf die Präsentation eines Nachfolgers bzw. einer Nachfolgerin von Huber verzichtete. Damit war klar, dass der Urner Nationalratssitz erstmals seit 1914 nicht durch die FDP besetzt werden würde. Die Urner Freisinnigen konzentrierten sich stattdessen auf die Ständeratswahl.

Für die CVP versuchte die Landrätin Frieda Steffen den Sitz in der grossen Kammer zu erobern. Die SVP nominierte den jungen Regierungsrat Beat Arnold. Der 37-Jährige wurde 2010 als erstes SVP-Mitglied in die Urner Regierung gewählt. Nun sollte er für die Volkspartei zum ersten Mal das Urner Mandat im Nationalrat erobern. Bei der FDP war zwischenzeitlich doch noch der Ruf nach einer eigenen Kandidatur zu hören. Nachdem Landratspräsident Markus Holzgang sich jedoch definitiv gegen eine Kandidatur aussprach, war der Verzicht des Freisinns endgültig. SP und Grüne wollten ursprünglich die CVP-Kandidatur unterstützen. Dies unter der Voraussetzung, dass diese aus ihrer Sicht einigermaßen vertretbar sei. Sie entschieden sich jedoch als Wahlbündnis mit der ehemaligen Landratspräsidentin Annalise Russi (gp) eine eigene Kandidatin zu präsentieren. Eine wichtige Rolle spielte dabei Russis Haltung als Gegnerin eines zweiten Gotthardstrassentunnels, was laut den beiden linken Parteien der Mehrheitsmeinung des Urner Stimmvolkes entspreche. Im Gegensatz dazu befürworteten alle vier bürgerlichen Anwärter auf die nationalen Urner Sitze eine zweite Röhre. Durch eine dritte, linke Kandidatur stiegen in den Augen vieler die Chancen für SVP-Kandidat Arnold. Aufgrund des erwarteten Wegfalls der linken Stimmen wurde die Ausgangslage für die CVP und ihre Kandidatin Frieda Steffen hingegen deutlich schwieriger. Trotz Majorwahl entscheidet nämlich bei Nationalratswahlen in Kleinstkantonen das relative Mehr und nicht wie bei den Ständeratswahlen das absolute Mehr. Ein reduziertes Ausmarchen in einem zweiten Wahlgang – beispielsweise zwischen den beiden bürgerlichen Kandidaten – kam somit gar nicht erst in Frage.

Am Wahlsonntag erwies sich Beat Arnold dann tatsächlich als Profiteur der Ausgangslage. Der SVP-Regierungsrat zog mit 6'409 Stimmen in den Nationalrat ein und sicherte seiner Partei damit einen historischen, ersten Sitz. Seine Gegnerinnen hielten

sich gegenseitig die Waage. Frieda Steffen landete mit 3'903 Stimmen knapp vor Annalise Russi (3'821 Stimmen) auf dem zweiten Rang. Die Wahlbeteiligung lag bei hohen 57.1%, was einer deutlichen Steigerung gegenüber 2011 entsprach (49.8%)⁵⁰

ÉLECTIONS
DATE: 18.10.2015
ANDREA DENZ

Nach dem Rücktritt des grünliberalen Vertreters Markus Stadler musste bei den **Ständeratswahlen im Kanton Uri** eines der beiden Mandate neu besetzt werden. Neben dem bisherigen Amtsträger Isidor Baumann von der CVP stellte sich FDP-Regierungsrat Josef Dittli zur Wahl. Da keine weiteren Kandidaturen eingegeben wurden, zogen beide in einer faktisch stillen Wahl in die kleine Kammer ein. Dittli erhielt dabei 10'979 Stimmen, während Baumann knapp dahinter mit 10'782 Stimmen folgte. Mit der Wahl von Josef Dittli ist die FDP erstmals in der Urner Ständeratsdelegation vertreten. Es war überhaupt erst das zweite Mal nach Markus Stadler (GLP), dass ein Vertreter von ausserhalb der CVP – bzw. deren Vorgängerin der KVP – für den Kanton Uri ins "Stöckli" einzog.⁵¹

ÉLECTIONS
DATE: 18.10.2015
ANDREA DENZ

Dem **Kanton Waadt** standen bei den **Nationalratswahlen 2015** als bevölkerungsmässig drittgrösster Kanton achtzehn Sitze zu. Im Vergleich zu 2011 ging – im Unterschied zu den meisten anderen Kantonen – die Zahl an Kandidierenden leicht zurück auf 326 (2011: 334). Dafür verteilten sich die Anwärterinnen und Anwärter auf neu 23 Listen – einer Liste mehr als vier Jahre zuvor. Der Frauenanteil unter den Kandidierenden betrug 34.7% (2011: 32.3%). Die meisten Parteien traten sowohl mit einer eigenen Liste als auch einer der Jungpartei an. Unter den Parteilisten fanden sich auch zahlreiche Kleinstparteien wie der Piratenpartei oder den Schweizer Demokraten. Abgerundet wurde das Kandidatenfeld von Gruppierungen wie Ecopop, die im November 2014 mit der gleichnamigen Initiative und einer extremen Zuwanderungsbeschränkung auf sich aufmerksam gemacht hatte und auch in den Kantonen Zürich und Aargau antrat, oder der «Liste du Vote Blanc», die dafür eintrat, dass leere Stimmen für die Berechnung von demokratischen Entscheidungen ebenfalls zählen sollen.

Nur drei der achtzehn Amtsinhaber gaben vor den Wahlen ihren Rücktritt bekannt. Die SVP hatte mit André Bugnon und Pierre-François Veillon gleich zwei Abgänge zu beklagen. Nochmals kandidierten dafür Guy Parmelin und Jean-Pierre Grin. Bei der SP war es Eric Voruz der nicht mehr antrat. Die Sozialdemokraten hatten mit insgesamt sechs Mandaten die grösste Fraktion zu verteidigen. Die fünf wieder antretenden Bisherigen waren Cesla Amarelle, Ada Marra, Roger Nordmann, Rebecca Ana Ruiz und Jean Christophe Schwaab. Die Devise für die SP lautete, die zwei bei den Wahlen 2011 dazugewonnen Sitze zu verteidigen. Einer dieser Sitzgewinne ging damals zu Lasten des grünen Stadtpräsidenten von Lausanne, Daniel Brélaz, der 2015 von den Grünen wieder als Kandidat nominiert wurde, um den Abwärtstrend der vergangenen Jahre zu stoppen. Neben ihm traten die Bisherigen Adèle Thorens Goumaz und Christian van Singer an. Ihren 2011 verlorenen Sitz zurückerobern wollte auch die Alternative Linke. Einziger Kandidat, dem reelle Chancen zugerechnet wurden, war PdA-Grossrat Marc Vuilleumier. Die Grünliberalen – welche 2011 erstmals ein Mandat erobert hatten – teilten die Sitzverteidigung mit ihrer Nationalrätin Isabelle Chevalley an. Als weitere Mittepartei präsentierte die BDP mit Christine Bussat eine interessante und nicht unumstrittene Kandidatin. Bussat war als Urheberin der sogenannten «Pädophileninitiative» bekannt geworden. Laut eigenen Aussagen entschied sie sich für die BDP, da ihr die SVP in Belangen wie der Ausländerpolitik zu extrem sei. Bei der CVP kam es bereits im Juni 2014 parteiintern zu einigem Wirbel, weil man den amtierenden Nationalrat Jacques Neiryck nicht mehr aufstellen wollte. Stattdessen sollte der ehemalige Verwaltungsrat der Post, Claude Béglé als Spitzenkandidat lanciert werden. Um die Wogen zu glätten, entschied man sich schliesslich Neiryck doch kandidieren zu lassen, jedoch auf der CVP-Seniorenliste, was die Wahlchancen des 84-Jährigen freilich arg schmälerte. Die FDP schliesslich, die ihre Delegation bei den letzten Wahlen von drei auf vier Sitze vergrössern konnte, trat mit allen Bisherigen wieder an: Fathi Derder, Olivier Feller, Isabelle Moret und Olivier Français. Français kandidierte zudem für die gleichzeitig stattfindenden Ständeratswahlen.

Im Vorfeld des Urnengangs beherrschte die Frage nach einem möglichen Zusammengehen der FDP mit der SVP die öffentliche Debatte. Im neuen Jahrtausend war eine Listenverbindung der beiden Parteien stets zustande gekommen – obwohl rein rechnerisch die FDP kaum je davon profitiert haben dürfte. Aus diesem Grund war die Skepsis über einen neuerlichen solchen Schulterschluss gross – einerseits bei den Freisinnigen selber und andererseits in der Waadtländer Medienlandschaft. Insbesondere die Annahme der Masseneinwanderungsinitiative im Februar 2014 wurde

als Zäsur in der Beziehung zwischen den Parteien wahrgenommen. Für die FDP wäre eine Listenverbindung weniger für die Nationalratswahlen, als für die Ständeratswahlen relevant gewesen, da man dort die Unterstützung der SVP für den eigenen Kandidaten François suchte. Die SVP betonte zudem, dass eine Zusammenarbeit bei den Nationalratswahlen Bedingung für eine Listenverbindung bei den anstehenden Waadtländer Kommunalwahlen sein würde. In der politischen Mitte hoffte man derweil, die FDP für sich selber gewinnen zu können. Dort hatten sich CVP, GLP, BDP, EDU und EVP wiederum zu einem breiten Bündnis zusammengetan. Für die FDP schien mehr und mehr klar, dass eine Listenverbindung ausschliesslich mit der SVP kaum in ihrem Interesse wäre. Die Partei hatte deshalb Grösseres im Sinn, und versuchte mehrmals die anderen bürgerlichen Parteien zu einem umfassenden bürgerlichen Block von der Mitte bis ganz nach rechts zu bewegen. Die Avancen der Freisinnigen stiessen aber weder im bürgerlichen Lager noch bei der SVP auf offene Ohren. Die CVP wollte sich nicht mit der SVP einlassen, genauso wenig wie dies die SVP mit den Mitteparteien tun wollte. Der Linken konnte die Uneinigkeit im bürgerlichen Lager nur recht sein. Die Sozialdemokraten, die Grünen und die alternative Linke führten ihre traditionelle Listenverbindung diskussionslos weiter.

Inmitten der wahltaktischen Streitigkeiten wurde der Waadtländer Wahlkampf durch interne Affären in der SVP aufgeheizt. Im Sommer wurde bekannt, dass SVP-Parteipräsidentin Fabienne Despot 2014 ein Gespräch mit Parteikollegen ohne deren Zustimmung aufgezeichnet hatte. Die Affäre kam ans Licht, weil Despots ehemaliger Lebenspartner und BDP-Politiker Fred Reichenbach, die SVP mit dem Tondokument unter Druck setzen wollte. Am SVP-Parteitag im August sorgte die Angelegenheit für heftige Diskussionen. Despot sagte, sie wolle Kandidatin für die National- und Ständeratswahlen bleiben, würde aber ihr Amt als Präsidentin zur Verfügung stellen. Die Delegierten der SVP stellten sich letztlich – wenn auch knapp – hinter Despot und belassen sie sowohl als Kandidatin als auch im Parteipräsidium. Als ob dies nicht genug gewesen wäre, wurde daraufhin publik, dass die Ex-Freundin von Michaël Buffat – ebenfalls SVP-Kandidat für National- und Ständerat – eine Klage wegen Gewalttätigkeit gegen ihn eingereicht hatte. Die Vorwürfe wurden von Buffat bestritten. Auch der ersehnten bürgerlichen Einigung kamen die Affären wohl nicht zu Gute: Die Gespräche zwischen der FDP und der SVP verliefen letztlich im Sand, womit beide Parteien alleine ins Rennen um die Nationalratssitze stiegen.

Die FDP konnte sich schliesslich trotzdem als klare Gewinnerin im Kanton Waadt feiern lassen. Die Partei legte um ganze 4.8 Prozentpunkte auf 26.8% Wähleranteil zu. Die Freisinnigen avancierten mit diesem Resultat zur grössten Partei im Kanton. Der Wahlsieg konnte zudem in einen Sitzgewinn umgemünzt werden, wovon die neugewählten Laurent Wehrli und Frédéric Borloz profitierten. Fathi Derder – welcher sich hinter Wehrli einreichte – schaffte die Wiederwahl dank des späteren Erfolges von Olivier François im Ständeratsrennen mit leichter Verzögerung ebenfalls. Leidtragende an diesem Wahlsonntag waren die Sozialdemokraten, welche einen ihrer zwei bei den eidgenössischen Wahlen 2011 gewonnenen Sitze wieder abgeben mussten. Da Eric Voruz nicht mehr angetreten war, schafften trotzdem alle ihre Nationalratsmitglieder die Wiederwahl. Die SP verlor 3 Prozentpunkte an Wähleranteil und kam noch auf 22.2 Prozent. Leichte Rückgänge mussten die SVP mit 22.6 Prozent (-0.4 Prozentpunkte) und die Grünen mit 11.3 Prozent (-0.3 Prozentpunkte) in Kauf nehmen. Beide Parteien blieben ohne Sitzverlust, jedoch schaffte bei den Grünen Daniel Brélaz auf Kosten von Christian van Singer wieder den Einzug in den Nationalrat. Adèle Thorens Goumaz gelang die Wiederwahl nur, weil Luc Recordon nach seiner Niederlage bei den Ständeratswahlen auch auf den Nationalratssitz verzichtete. Bei der SVP durften sich Jacques Nicolet und Michaël Buffat zur Neuwahl beglückwünschen lassen. Die Grünliberalen kamen noch auf 3.9 Prozent Wähleranteil (-1.2 Prozentpunkte), konnten aber den Sitz von Isabelle Chevalley halten. Bei der CVP ersetzte wie erwartet Claude Béglé den relegierten und letztlich abgewählten Amtsinhaber Jacques Neiryck. In Sachen Wähleranteil mussten auch die Christdemokraten einen leichten Rückgang verkraften (neu: 4.6%, -1 Prozentpunkt). Weiterhin keine Vertreter nach Bern schicken durften die BDP mit 1.8 Prozent Wähleranteil (+1 Prozentpunkt) und das linke Bündnis zwischen PdA und solidaritéS mit 2.9 Prozent Wähleranteil (-1.1 Prozentpunkte). Aus dem Kanton Waadt reist somit künftig folgende Delegation nach Bern: 5 FDP, 5 SP, 4 SVP, 2 GPS, 1 CVP und 1 GLP. Mit 6 Nationalrätinnen beträgt der Frauenanteil weiterhin 33%. Die Wahlbeteiligung war mit 42.9 Prozent leicht gestiegen (2011: 41.6%).⁵²

Im **Kanton Waadt** wollte bei den **Ständeratswahlen** das rotgrüne Duo bestehend aus Géraldine Savary und Luc Recordon die Wiederwahl schaffen. Beide waren seit 2007 als erstes rein linkes Ständeratspaar in der Geschichte des Kantons im Amt. Bei den bürgerlichen Parteien waren die Anstrengungen gross, um diesen historischen Umstand wieder zu korrigieren. Inklusiv der beiden Amtierenden präsentierte sich eine überaus stattliche Zahl von fünfzehn Anwärterinnen und Anwärtern zur Wahl. Die SVP trat gleich mit vier Kandidierenden an: mit Grossrat Michaël Buffat, Kantonalpräsidentin Fabienne Despot sowie mit den beiden Vertretern der Jungen SVP, Dylan Karlen und Arthur Petit. Despot und Buffat wurden im Sommer beide in parteiintern und juristisch kontroverse Affären verwickelt, weshalb sie sich mit etwas angeschlagenem Ruf in den Wahlkampf begeben mussten. Die GLP präsentierte die amtierende Nationalrätin Isabelle Chevalley sowie Kommunalpolitiker Laurent Miéville. Die CVP stellte ihre beiden bekanntesten Kandidaten für den Nationalrat – Claude Béglé und Jacques Neiryck – auch für den Ständerat auf. Schliesslich stiegen auch die Alternative Linke und die Liste «Vote Blanc» mit je zwei Anwärtern ins Rennen. Für solidaritéS kandidierte Jean-Michel Dolivo, für die PdA Céline Misiego und für «Vote Blanc» traten Sonya Grégoire und Jean-Luc Berkovits an. Mit Spannung wurde aber insbesondere die Nominierung der FDP erwartet, welcher als einzige Partei realistische Chancen auf einen erfolgreichen Angriff auf die beiden Amtsinhabern eingeräumt wurde. Lange wurde über eine Kandidatur von FDP-Staatsrat Pascal Broulis spekuliert. Broulis galt als politisches Schwergewicht und Hoffnungsträger der Freisinnigen. Alternativ wurde mit Jacqueline de Quattro ein anderes FDP-Regierungsmitglied ins Spiel gebracht. Auch ihr wurden im Falle einer Kandidatur gute Chancen zugerechnet. Ein Antreten von Broulis oder de Quattro hätte aber bedeutet, dass der FDP in den anstehenden Staatsratswahlen ein wichtiges Zugpferd für die geplante Rückeroberung einer bürgerlichen Mehrheit gefehlt hätte. In der Tat wollten schlussendlich weder Broulis noch de Quattro ihre Regierungsarbeit im Kanton aufgeben und verzichteten kurz vor dem Parteitag offiziell auf eine Kandidatur. An ihrer Stelle präsentierten die Freisinnigen den amtierenden Nationalrat Olivier Français als Kandidaten. Dies obwohl die Partei ursprünglich erklärt hatte, man wolle unbedingt einen Staatsrat portieren. In den Augen der Beobachter haftete Français' Kandidatur deshalb ein etwas fader Beigeschmack an, da er lediglich als dritte Wahl erschien. Seine Aussichten waren ausserdem fraglich, weil ihm die Unterstützung für einen in Anbetracht der Anzahl Kandidierender als fast sicher geltenden zweiten Wahlgang seitens der anderen bürgerlicher Parteien ungewiss war – unter anderem, da die FDP weder mit der CVP noch der SVP eine Listenverbindung bei den Nationalratswahlen eingegangen war. Die SVP machte bereits vor einem zweiten Wahlgang klar, dass für sie die Unterstützung des gemässigt politisierenden Français kaum in Frage komme.

Die beiden Bisherigen aus dem linken Lager setzten sich im ersten Durchgang an die Spitze. Géraldine Savary machte 72'985 Stimmen und Luc Recordon kam auf deren 68'339. Das absolute Mehr von 88'189 Stimmen verpassten aber beide relativ deutlich. Hinter den Amtierenden folgte FDP-Mann Olivier Français mit 54'439 Stimmen, sowie die beiden SVP-Anwärter Michaël Buffat mit 32'271 Stimmen und Fabienne Despot mit 29'737 Stimmen. Abgeschlagen waren Isabelle Chevalley (12'625 Stimmen), Claude Béglé (9'819 Stimmen), Jacques Neiryck (7'590 Stimmen) und Laurent Miéville (6'884 Stimmen). Géraldine Savary und Luc Recordon zeigten sich im Grossen und Ganzen zufrieden mit dem Resultat. Beide betonten aber, dass die Tücher damit keineswegs im Trockenen seien.

Für den zweiten Wahlgang erklärte die FDP, man nehme den Grünen Luc Recordon ins Visier. Wie abzusehen war, suchten die Freisinnigen nun die Unterstützung der anderen Parteien für ihre Einer-Kandidatur mit Olivier Français. Sowohl die Christdemokraten als auch die Grünliberalen, die wie die restlichen Kleinparteien ihre Kandidaturen für den zweiten Umgang zurückzogen, gaben Français die erhoffte Unterstützung – die GLP sprach sich zusätzlich jedoch auch für Luc Recordon aus. Die SVP-Delegierten luden Français ein, sie in einem Referat von seiner Kandidatur zu überzeugen. Letztlich hatte eine Mehrheit der Delegierten aber kein Gehör für seine Argumentation, weshalb die SVP dem FDP-Kandidaten die Unterstützung für den zweiten Durchgang verweigerte. Ihre eigenen Kandidaten zog die Volkspartei aber ebenfalls zurück. Somit kam es zum erwarteten Dreikampf zwischen Savary, Recordon und Français um die zwei Waadtländer Ständeratssitze. Im Vergleich zu anderen Kantonen wie Genf, war die bürgerliche Konkurrenz im Kanton Waadt damit wesentlich konzentrierter – wenn auch mit fehlender Unterstützung der SVP. Die Sozialdemokratin Savary schien selbst in den Augen ihrer bürgerlichen Konkurrenten kaum angreifbar. Ob es Français deshalb schaffen würde, Recordons Mandat zu erobern, schien vor allem vom Support aus CVP- und SVP-Kreisen abzuhängen. Zudem wurde die Mobilisierung im zweiten Durchgang als wichtiger Faktor ausgemacht. Man ging davon aus, dass eine tiefe Mobilisierung wohl am

ehosten den beiden Amtsinhabern helfen würde.

Bei einer Wahlbeteiligung von 37% – zwei Prozentpunkte mehr als noch 2011 im Vergleich zum ersten Wahlgang (43.5%) allerdings deutlich tiefer – gelang Olivier Français schliesslich, was ihm viele nicht zugetraut hatten: Hinter Géraldine Savary, welche 81'469 Stimmen erzielte, gelang dem Lausanner Freisinnigen die Wahl mit 78'068 Stimmen. Er verwies damit den amtierenden Ständerat Luc Recordon (74'972 Stimmen) auf den dritten Platz. Der erste grüne Ständerat des Kantons musste damit nach acht Jahren seinen Sitz wieder freigeben. Da er seinen Nationalratssitz, den er erobert hätte, der jungen Co-Präsidentin der Grünen, Adèle Thorens Goumaz, überliess, verabschiedete Recordon sich gleich ganz aus dem Bundeshaus. Mit der neuen Ständeratsvertretung bestehend aus Géraldine Savary und Olivier Français wird die Waadt nun – den politischen Machtverhältnissen im Kanton entsprechend – wieder durch eine Linke und einen Bürgerlichen repräsentiert.⁵³

ÉLECTIONS

DATE: 20.10.2019
ELIA HEER

Bei den **Ständeratswahlen 2019 im Kanton Uri** trat einer der beiden Bisherigen, Isidor Baumann (cvp), nicht erneut an. Bereits am Tag seiner Rücktrittsankündigung meldete Baumanns Parteikollegin Heidi Z'graggen ihre Ambitionen auf seine Nachfolge an. Die aktuell dienstälteste Urner Regierungsrätin – sie führt seit 2004 die Finanzdirektion – hatte 2010 schon erfolglos für das Amt kandidiert. National bekannt wurde sie vor allem durch die Bundesratsersatzwahlen 2018, als sie neben der späteren Bundesrätin Viola Amherd auf dem CVP-Zweierticket stand. Der zweite Kandidat, Joseph Dittli (fdp), 2015 neu in den Ständerat gewählt, stellte sich erneut zur Wahl. Da keine weitere Person eine Kandidatur lancierte, kam es, wie schon vor vier Jahren, zu einer faktisch stillen Wahl. Sowohl Dittli (7'576 Stimmen) als auch Z'graggen (7'086 Stimmen) erreichten das absolute Mehr von 5'132 Stimmen problemlos. Kleiner Makel: ganze 3'143 Personen schrieben, wohl meist aus Unmut über fehlende Alternativen, einen anderen Namen auf und 1'082 Stimmzettel wurden leer eingelegt.⁵⁴

ÉLECTIONS

DATE: 10.11.2019
MATHIAS BUCHWALDER

Lors des fédérales de 2019, l'**élection au Conseil des États** s'est apparentée à un duel gauche-droite dans le **canton de Vaud**. La donne était similaire aux élections fédérales de 2015: la gauche est partie unie dans la bataille, avec un ticket rose-vert composé d'Ada Marra (ps) et Adèle Thorens Goumaz (vert.e.s). Face à elle, la droite était morcelée. Le sortant PLR Olivier Français a brigué un nouveau mandat en tant que candidat unique de son parti. De son côté, l'UDC a d'abord fait cavalier seul en présentant le duo Michaël Buffat/Jacques Nicolet, tous deux également candidats au national. Face à une droite désorganisée, la gauche avait bon espoir de retrouver la configuration qui prévalait entre 2007 et 2015, quand la socialiste Géraldine Savary et l'écologiste Luc Recordon siégeaient sous la coupole. Cependant, le soutien – informel – de l'UDC à Olivier Français lors du deuxième tour en 2015 lui avait permis d'évincer Recordon. Une alliance, au moins informelle, des partis bourgeois semblait donc être une condition nécessaire au maintien du siège de Français, d'autant plus que la gauche pouvait surfer sur deux thèmes particulièrement discutés en 2019, à savoir la cause des femmes et la question climatique.

Alors que le parti socialiste avait à l'origine prévu de présenter Géraldine Savary à sa propre succession, celle-ci a finalement renoncé à une candidature après avoir été mêlée à des polémiques sur ses liens avec le milliardaire Frederik Paulsen. L'homme d'affaire, également consul honoraire de Russie à Lausanne, avait effectué de nombreux dons pour les campagnes politiques de Savary. Bien qu'ils ne constituaient pas une infraction pénale, ces dons ont créé un malaise et une tornade médiatique autour de Géraldine Savary. Suite à son désistement, Ada Marra a été désignée comme candidate par le parti à la rose. D'autres poids-lourds tels que Roger Nordmann et Pierre-Yves Maillard avaient été mentionnés parmi les papables, mais la candidature de la vice-présidente du PS suisse a été privilégiée. Personnalité engagée, sur l'aile gauche du parti, Marra a été élue au national en 2007, où elle a parfois déclenché des controverses, par exemple en déclarant que «LA Suisse n'existe pas, ce sont les gens qui y habitent qui existent» dans un message publié à l'occasion de la fête nationale en 2017. Ces propos n'avaient pas plu au sein des partis bourgeois. L'action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) les avait taxés de «négationnisme patriotique». Tout comme Ada Marra, la candidate écologiste Adèle Thorens Goumaz a été élue au Conseil national en 2007. Après trois législatures, elle avait pour ambition de récupérer le siège perdu en 2015 à la suite de la non-réélection de Luc Recordon. Pour ceci, elle a notamment affiché ses ambitions sur la question climatique, espérant porter les espoirs des grévistes à la chambre haute. Les candidates de l'alliance rose-verte ont par

ailleurs présenté un programme commun. Parmi les observateurs et observatrices, on notait que Thorens Goumaz, plus centriste que sa colistière, possédait de réelles chances de déloger les socialistes du siège acquis en 1999. Côté bourgeois, le PLR a présenté comme candidat unique le sortant Olivier Français. À la question d'une alliance avec l'UDC, le président de la section cantonale Marc-Olivier Buffat (plr) a répondu qu'elle ne figurait pas à l'ordre du jour, notamment en raison des deux candidats présentés par le parti agrarien. À Berne, Olivier Français a, durant son mandat, renvoyé une image d'homme efficace et spécialiste dans le domaine des transports. Dans un entretien avec le journal *Le Temps*, il a souligné à quel point il se sentait bien à la chambre haute, où «vous avez une marge d'action énorme» et où il s'agit de «dépolitiser le débat et de trouver des compromis». En cas de réélection, le domaine du rail et de la route continuerait de constituer son champ d'action, a-t-il relevé, avec notamment la volonté de moderniser la liaison ferroviaire Lausanne-Berne. Malgré la concurrence de l'UDC et de la gauche, la prime au sortant devait constituer pour lui un matelas de sécurité en vue de l'élection. Comme déjà mentionné, les conseillers nationaux Jacques Nicolet et Michaël Buffat étaient les deux candidats agrariens. Pour le reste des candidatures, le POP a misé sur Anaïs Timofte et Bernard Borel, alors qu'Ensemble à Gauche a présenté Franziska Meinherz et Yvan Luccarini. Du côté du centre, Claude Béglé (pdc) et François Bachmann (pev) ont fait acte de candidature. Pour les vert'libéraux, la conseillère nationale Isabelle Chevalley et François Pointet se sont lancés dans la course. Enfin, Olivier Pahud et Annick Tiburzio ont déposé leurs candidatures sous la liste «Démocratie directe, spiritualités et nature». Pour ces candidates et candidats, les chances d'être élu.e.s à la chambre des cantons étaient maigres, voire inexistantes. Il s'agissait avant tout de bénéficier d'une certaine visibilité, susceptible de mettre en avant leurs candidatures au national ou leurs partis. Au total, on recensait donc 15 candidatures: 6 étaient de gauche et 7 de droite (2 autres), pour 6 femmes et 9 hommes.

Au premier tour, les candidates de la liste rose-verte ont fait la course en tête. Adèle Thorens Goumaz (72'416 voix, 39.90%) et Ada Marra (71'997 voix, 39.66%) se sont tenues dans un mouchoir de poche. Elles disposaient d'une avance confortable sur Olivier Français (53'049 voix, 29.23%), dont le score a, comme prévu, été péjoré par les candidatures UDC à sa droite. Jacques Nicolet et Michaël Buffat ont récolté respectivement 32'045 (17.65%) et 29'639 suffrages (16.33%). Dernière candidate au-dessus des 10%, Isabelle Chevalley a été créditée de 21'982 voix (12.11%), alors que les autres candidat.e.s ont terminé plus loin. Comme aucune candidature n'a atteint la majorité absolue, fixée à 90'759 voix, un deuxième tour a été nécessaire. La participation a été de 42.51 pour cent pour ce premier tour.

A l'issu du premier tour, l'enjeu était clair pour Olivier Français. Il s'agissait de rallier l'UDC à sa cause, ce qui nécessitait que le parti agrarien retire ses deux candidats. C'était en tout cas la condition du PLR, qui ne souhaitait pas de ticket à deux. En effet, un duo UDC-PLR risquerait des «biffages sur les bulletins de vote», selon Marc-Olivier Buffat, notamment de la part de l'électorat centriste. En 2015, Olivier Français comptait 14'000 voix de retard sur Luc Recordon après le premier tour. Si l'UDC ne l'avait pas formellement soutenu pour le deuxième tour, le parti agrarien avait cependant renoncé à présenter un.e candidat.e, et de nombreux édiles du parti s'étaient publiquement exprimés en faveur de Français (notamment Guy Parmelin et Jacques Nicolet, alors tous deux conseillers nationaux fraîchement (ré)élus). Avec 19'000 voix de retard cette fois-ci, il pouvait espérer un scénario similaire, d'autant plus que la gauche a considéré qu'il serait difficile pour elle de faire mieux au deuxième tour, le résultat du premier étant déjà exceptionnel. Après les palabres habituels durant les congrès des différents partis, ne restaient finalement qu'Ada Marra, Adèle Thorens Goumaz et Olivier Français en lice pour le second tour. L'UDC a exprimé son soutien à Français, en retirant ses candidats. Le parti avait notamment la volonté de faire barrage à Ada Marra, «le symbole de l'anti-UDC, la pire chose qui pourrait arriver à Berne» selon Michaël Buffat. De plus, le parti vert'libéral a également accordé son soutien à Français. Les membres du parti ont plébiscité un ticket Thorens Goumaz-Français. À gauche, la confiance régnait sur la capacité du ticket rose-vert à s'imposer, après le résultat magistral du premier tour.

Lors du second tour, Olivier Français a renversé la table en terminant en tête du scrutin avec 86'354 voix (53.8%). Victime de cette «remontada», Ada Marra a été contrainte d'abandonner le siège socialiste (76'193 voix, 47.5%), devancée par sa colistière verte Adèle Thorens Goumaz (83'031 voix, 51.7%). Pour ce second tour, la participation s'est montée à 37.60 pour cent. Pour la première fois, un tandem PLR-vert.e.s représentera le canton de Vaud à la chambre des cantons. Le soutien des autres partis de droite s'est ainsi avéré crucial pour le candidat libéral-radical. Par la voix de Jacques Nicolet, l'UDC

a indiqué attendre un retour d'ascenseur de la part du PLR pour les élections cantonales de 2022, sous la forme d'un soutien à une candidature UDC au Conseil d'État. Quant à Ada Marra, son positionnement très à gauche lui a probablement coûté le siège au profit de Thorens Goumaz. Il se murmurait notamment que Nordmann ou Maillard n'auraient pas subi un tel affront s'ils avaient été candidats, car ils auraient mieux su attirer des voix de droite. En conclusion, de nombreux observateurs et observatrices ont noté qu'en raison de son très bon boulot à Berne, Olivier Français a mérité sa réélection.⁵⁵

Elections complémentaires pour le Conseil des Etats

Für den auf Ende Mai **zurücktretenden Ständerat Hansruedi Stadler (CVP)** wurden am 7. März Ersatzwahlen anberaumt, die zum Duell zweier Regierungsräte wurden. Zur Wahl standen die Justizdirektorin Heidi Z'graggen (CVP) und der **parteilose Urner Finanzdirektor Markus Stadler**, der im Dezember 2009 seinen Rücktritt als Regierungsrat angekündigt hatte. Dazu griff der Altdorfer Landrat und Geschäftsführer des Vereins Alpeninitiative Alf Arnold (GP) in die Ausmarchung ein. Der SVP gelang es trotz intensiver Suche nicht, einen valablen Kandidaten zu finden und sie entschloss sich in der Folge, keinen der drei Kandidaten zu unterstützen. Der SVP-Landrat Stefan Kempf beschloss darauf, eine wilde Kandidatur anzustreben, die er aber rasch wieder zurückzog. Aus Enttäuschung über die mangelnde Unterstützung seiner Partei trat er aus dieser aus und legte auch sein Landratsmandat nieder. Die FDP, die mit Gabi Huber den anderen Urner Ständeratssitz hält, sagte Z'graggen ihre Unterstützung zu. Im ersten Wahlgang erreichte keiner der drei Kandidaten das absolute Mehr. Etwas überraschend erhielt Stadler die Mehrheit der Stimmen (4224) vor Z'graggen (3130) und Arnold (2023). Ebenfalls viele Stimmen erhielt Kempf (459), obwohl er offiziell nicht kandidierte. Das schlechte Abschneiden der CVP-Kandidatin wurde auf ihr angestrebtes Doppelmandat und – zumindest hinter vorgehaltener Hand – auf den Umstand zurückgeführt, dass Uri bereits eine Frau im Ständerat habe. Sowohl Arnold als auch Z'graggen zogen in der Folge ihre Kandidatur zurück. Nachdem die CVP erfolglos nach einem Ersatz für Z'graggen gesucht hatte, war die **Wahl von Stadler im zweiten Wahlgang lediglich Formsache**. Er wurde mit 6955 gültigen Stimmen gewählt. 1573 Wahlzettel waren mit anderen Namen versehen und 952 waren leer eingelegt worden. Stadler hatte bereits zu Beginn der Kampagne angekündigt, parteilos bleiben zu wollen und sich der CVP/EVP/GLP-Fraktion anzuschliessen. Diese goutierte diesen Wunsch allerdings nicht, worauf Stadler am 29. Mai der GLP beitrug.⁵⁶

ÉLECTIONS
DATE: 07.03.2010
MARC BÜHLMANN

-
- 1) Elections cantonales et communales 2016
 - 2) Elections communales et cantonales 2017
 - 3) Elections cantonales et communales 2019
 - 4) 24 Heures, 25.2., 5.3. und 6.3.90; L'Hebdo, 1.3. und 8.3.90.
 - 5) Presse vom 7.4.92; TA, 23.3.92; LNN, 28.3.92.
 - 6) Presse vom 8.3.1994.
 - 7) Presse vom 2.3. bis 5.3.98; 27.1.98; 24 Heures, 25.2.98.
 - 8) NLZ, 6.1.-10.3.00; NZZ, 4.2. und 13.3.00; Presse vom 13.3.00; NLZ, 18.7.00-9
 - 9) 24h, 16.1.-25.2.02; 24h, 4.3.02; Presse vom 5.3.02; LT, 7.3.02; 24h, 8.3.02.
 - 10) Presse vom 22.3.04; NZZ, 17.5.04.
 - 11) 24h, 17.1.07; 24h, 24.2.07; 24h, 18.1.-27.2.07; Presse vom 13.3.07; LT, 15.3.07.
 - 12) Kantonale Parlamentswahlen 2012
 - 13) NLZ, 24.1., 3.2. und 3.3.12; NZZ und NLZ 12.3.12.
 - 14) NZZ, 7.2.12; 24h, 11.2.; 14.2., 17.2., 21.2., 22.2., 23.2., 24.2. und 5.3.12.; Presse vom 12.3.12; 24h, 13.3. und 14.3.12; www.vd.ch
 - 15) Description et résultats de l'élection du parlement cantonal; Explication système électoral; URZ, 16.11., 25.11., 27.11.15
 - 16) Listes; Résultats; Statistiques OFS, variation force des partis entre les élections de 2012 et 2017; 24H, 11.2., 14.2., 15.3., 30.3.17; 24H, 4.4.17; 24H, 18.4.17; 24H, 1.5.17
 - 17) 24 Heures, 5.3., 8.3. und 5.4.90.
 - 18) Presse vom 4.11.91.
 - 19) Presse vom 6.4.92; LZ, 8.2.92; NZZ, 26.3.92; TA, 6.4.92.
 - 20) Presse vom 7.3. und 21.3.94.
 - 21) Presse vom 2.3.98; Presse vom 16.3.98; 24 Heures, 25.2.98.
 - 22) NLZ, 18.1.-10.5.00; NZZ, 4.2.00; TA, 12.2. und 5.4.00; Bund, 25.2.00.18; Presse vom 13.3.00; Presse vom 22.5.00.
 - 23) LT, 19.11.01-2.3.02; 24h, 23.11.01-2.3.02; Presse vom 4.3.02; 24h, 5.-12.3.02; LT, 6.-16.3.02; Presse vom 18.3.02.
 - 24) NLZ, 9.1.-20.3. und 23.3.-4.4.04; Presse vom 22.3.04; NLZ und NZZ, 17.5.04.
 - 25) Presse vom 12.3.07; 24h, 17.1.-6.3.07; LT, 25.1.-10.3.07; Lib., 15.1.-2.3.07. Presse vom 2.4.07. 24h, 13.3.-31.3.07; LT, 19.3.-31.3.07; Lib., 24.3.-28.3.07.
 - 26) NZZ, 11.1.08; Bund, 4.4.08; SGT und TA, 5.4.08; Presse vom 7.4.08.
 - 27) LT, 5.1.12; 24h, 9.1.12; LT, 10.1.12; 24h, 10.1.12; LT, 11. und 12.1.12; 24h, 16.1.12; Presse vom 17.1.12; 24h, 29.2.12; LT, 10.3.12; Presse vom 12.3.12; 24h, 16.3.12; LT, 26.3.12; 24h, 27.3.12; LT, 29.3.12; Presse vom 2.4.12
 - 28) NLZ, 12.6.11; 3.2.12; NZZ, 29.2.12; NLZ, 3.3.12; Presse vom 12.3.12; NLZ, 20.3.12; NZZ, 7.4.12; SGT, 12.4.12; Presse vom 16.4.12; www.ur.ch
 - 29) Résultat deuxième tour; Résultat premier tour; URZ, 11.12., 18.12.15; TA, 29.2.16; NZZ, 11.4.16
 - 30) Résultats 1er tour; Résultats 2nd tour; 24H, 21.8.16; LT, 23.9.16; 24H, 24.12.16; LT, 14.1.17; 24H, 14.2., 25.2., 14.3., 28.3., 30.3., 31.3., 4.4., 5.4., 11.4., 12.4., 13.4.17; 24H, 15.4.17; 24H, 20.4.17; 24H, 21.4.17; 24H, 22.4.17; LT, 26.4.17; 24H, 1.5.17; 24H, 2.5.17; 24H, 10.5.17; LT, 17.5., 22.5.17
 - 31) Presse vom 20.1.97; Presse vom 3.2.97.

- 32) 24h und LT, 26.8.-7.11.03 und 12.-24.11.03; Presse vom 10.11. und 1.12.03.
- 33) LT, 7.8.-23.10.04; 24h, 9.8.-10.10.04; Presse vom 25.10.04.
- 34) Presse vom 18.3.-21.4.10; Presse vom 26.4.10; NLZ, 27.4.10
- 35) TG, 21.8.18; 24H, 7.12., 18.12.18, 9.1., 11.1., 17.1., 21.1., 25.1., 29.1., 2.2., 15.2., 16.2., 21.2., 22.2., 26.2.19; LT, 2.3.19; 24H, 4.3.19; LT, 6.3.19; 24H, 13.3., 14.3.19; LT, 15.3.19; 24H, LT, Lib, 18.3.19; 24H, LT, NZZ, 20.3.19; SGT, 21.3.19
- 36) Lib., 20.2.06; NZZ, 11.3.06; LT, 13.3.06; NZZ, 14.3.06; 24h, 3.4.06.
- 37) Résultats 1er tour Municipalité; Résultats 2e tour Municipalité; Résultats Conseil communal; LT, 12.11.15
- 38) Presse vom 22.10.91.
- 39) NZZ, 16.8.99; Lit. SDA/SRG; Lit. Hirter
- 40) NZZ, 25.10. und 26.10.99; Lit: Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.
- 41) TA, 26.10.99; Lit. Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.
- 42) FF, 2003, p. 6863; NLZ, 15.9.03 et presse du 20.10.03 (OW); FF 2003, p. 6864; NLZ, 30.8.03; presse du 20.10.03 (NW); FF, 2003, p. 6865; BaZ, 1.9.03 et presse du 20.10.03 (GL); FF, 2003, p. 6856; NLZ du 20.10.03 (UR); FF, 2003, p. 6857 ss.; NZZ, 21.7.03; BaZ, 6.10.03; presse du 20.10.03 (SZ); FF, 2003, p. 6866 ss.; NLZ, 21.2.03; NZZ des 7.8, 20.10 et 28.10.03 (ZG).
- 43) Lit. Seitz; Lit. Ladner, p. 74 s.; FF 2003, p. 6967 ss.; presse des 20.10 et 21.10.03.
- 44) BBl, 2007, S. 8083 ff.; NZZ, 22.10.07; NLZ, 18.8.07.
- 45) BBl, 2007, S. 8227 ff.; NZZ, 22.10.07; TA, 2.11.07.
- 46) BBl, 2011, S. 8267 ff.; NLZ, 23.9.11; TA, 13.10.11; NZZ, 14.10.11; Presse vom 24.10.11; www.ur.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (BFS.admin.ch; www.politik-stat.ch); Lit. BFS.
- 47) BBl, 2011, S. 8267 ff.; 24h, 22.1.11; LT, 24.6.11; 24h, LT und NZZ, 23.8.11; TA, 13.10.11; NZZ, 14.10.11; Presse vom 25.10.11; Softwarepanne: 24h, 25.10.11; NZZ, 26.10.11; LT, 31.10.11; www.vd.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (BFS.admin.ch; www.politik-stat.ch); Lit. BFS.
- 48) Lib., 9.4.11; 24h 16.5.11 und 9.6.11; NZZ, 2.7.11; 24h, 5.7.11; LT, 8.7.11; NZZ, 7.9.11; 24h, 10.9.11; TA, 12.10.11; 24h, 25.10.11; Presse vom 14.11.11; www.vd.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (www.politik-stat.ch).
- 49) NLZ, 11.2.11; BZ, 12.8.11; NZZ, 21.9.11; TA, 12.10.11; Presse vom 24.10.11; NLZ, 22.11.11; NZZ, 23.11.11; NLZ, 28.11.11; Presse vom 28.11.11; www.ur.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (www.politik-stat.ch).
- 50) URZ, 23.4., 10.7., 8.8., 25.8., 28.8.15; NZZ, 5.9.15; URZ, 28.9., 9.10., 19.10.15
- 51) URZ, 22.5., 29.5., 3.10., 5.10., 19.10.15
- 52) 24H, 14.4.15; 24H, LT, 18.4.15; 24H, 22.4., 25.4., 7.5.15; NZZ, 29.5.15; 24H, 26.6.15; TG, 29.7.15; TA, 14.8.15; 24H, NZZ, 15.8.15; 24H, 5.9., 7.9., 19.10.15
- 53) NZZ, 16.4.15; 24H, 18.4.15; 24H, NZZ, 21.4.15; NZZ, 29.5.15; 24H, 25.8.15; LT, Lib, 19.10.15; 24H, 20.10.15; TG, 4.11.15; 24H, 5.11., 9.11.15
- 54) LZ, 27.3.19; URZ, 28.8.19; URZ, 31.8.19; URZ, 7.9.19; URZ, 11.9., 28.9., 21.10.19
- 55) RTS, 1.8.17; Lib, 17.1.19; 24H, 3.4.19; 24H, LT, 5.4.19; 24H, 15.4., 25.4.19; LT, 26.4.19; 24H, LT, 29.4.19; 24H, 6.6., 20.6.19; LT, 21.6., 12.7.19; 24H, 14.8.19; LT, 26.8.19; 24H, 13.9., 11.10.19; 24H, LT, 21.10.19; 24H, 22.10.19; Lib, 30.10.19; 24H, 31.10.19; 24H, 7.11.19; 24H, Lib, 11.11.19; LT, 12.11.19
- 56) Presse vom 12.1. bis 6.3.10; Kempf; NLZ, 13.02.10; Presse vom 8.3.10; Presse vom 26.4.10; Presse vom 31.5.10